

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

Victoire et misère de l'opportunisme	page
A bas le programme de l'opportunisme	5
L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours	27
Notes d'actualité	43
Fascistes et antifascistes d'opérette	
La solution négociée	
Les amis du peuple ou à propos d'un congrès	
Les deux visages de la révolution cubaine	

Victoire et misère de l'opportunisme

Les temps ont bien changé depuis cet avant-guerre où l'on proposait à la méditation admirative des adolescents la réflexion d'un grand soldat, d'un grand colonial — à cette époque, on n'avait pas peur des mots ! — du « fondateur du Maroc moderne » : « Il faut montrer sa force pour n'avoir pas à s'en servir ». Cette formule qu'Hitler employa si souvent, et que ne renierait aucune forme de gangstérisme, était belle dans la bouche d'un Lyautey, maréchal de France, car la France était forte.

Pourtant l'armée française devait bientôt capituler en rase campagne devant la force « bestiale », mais supérieure de l'impérialisme allemand qui vengeait enfin Agadir. C'est alors que du bout de l'Empire, de ce Congo conquis « sans coup de fusil » par Brazza, un jeune général perspicace prêcha la décolonisation, afin que la France conservât par la douceur ce qu'elle ne pouvait plus garder par la violence. On sait ce qu'il en advint : pas plus qu'« on » n'écoula Thorez, qui prônait la même politique, « on » n'accorda d'attention à celui qui avait pourtant « sauvé la France » : et ce fut Dien-Bien-Phu. Aujourd'hui, c'est le retour des restes du bâtisseur d'empire qui avait pourtant choisi de demeurer pour toujours en terre africaine, en symbole éternel de la présence française, mais qui reposera sous le dôme rutilant des Invalides, à côté du Général corse auquel, dans la vigueur de sa jeunesse, la bourgeoisie française avait confié le soin de fonder son premier empire.

Le ton a bien changé lui aussi. Au fellagha, que le déploiement de la force la plus considérable jamais utilisée contre un peuple colonisé n'impressionne plus, le guide prestigieux de l'Etat français, décolonisateur en chef, s'adresse en ces termes : « C'est entendu, tu es un brave, mais moi je suis

un bourgeois. Donnant donnant : le Sahara pour de l'argent — pour du travail, Mers-El-Kébir. Bien entendu tu lâcheras ton fusil, mais tu pourras voter, démocratiquement, librement, pour Ferhat Abbas ». Le seul problème, c'est toujours celui de la force, de la force armée ; obtiendra-t-on de la minorité armée de l'A.L.N. le retour à la légalité démocratique qui la diluerait dans la masse des couches sociales arriérées ? Ce qui a été réalisé aisément en Tunisie ne soulèvera-t-il pas d'énormes difficultés dans un pays qui s'est battu sept ans, avec l'énergie désespérée de la paysannerie expropriée d'Algérie ?

Ferhat Abbas pourra-t-il promettre à de Gaulle ce que Thorez promit et réalisa en un tour-de-main en 1945 quand il désarma les prolétaires engagés dans les F.T.P. pour des lendemains qui devaient chanter et dont les unités furent dissoutes ou intégrées dans cette « Armée de la République » qui s'illustra bientôt dans la reconquête de l'Indochine ? De même que l'opportunisme stalinien négociait sa force armée contre une promesse de participation ministérielle qui devait lui permettre d'appeler le prolétariat à l'effort de reconstruction nécessaire à l'indépendance et à la grandeur françaises, de même le bourgeois algérien « bourguibiste » est prêt à démobiliser ses troupes pour obtenir la reconnaissance de son gouvernement provisoire comme pouvoir officiel, afin d'exhorter le peuple exsangue au travail pour la reconstruction de l'Algérie... et pour le plus grand profit du Capital français et international.

Mais si les hommes se ressemblent les situations diffèrent. En Algérie, derrière la revendication d'indépendance, il y a les mobiles et la force d'une révolution. La révolte du paysan nord-africain sans terre et sans travail est tout autre chose que la révolte petite-bourgeoise et patriotarde du maquisard de 44, et les souffrances endurées depuis des décades — et surtout au cours de sept années d'une guerre impitoyable — sont sans aucune mesure avec celles que connut la France sous l'occupation. Aussi dépourvus d'expérience politique que soient les fellaghas, Ferhat Abbas est obligé de compter avec eux, bien davantage que Thorez avec les F.F.I. pour lesquels il nourrissait, tout comme De Gaulle, un mépris de fer. Ce sont ces faits, et eux seuls, qui expliquent l'âpreté des négociations engagées depuis bientôt deux ans entre des pouvoirs qui tiennent avant tout à tomber d'accord et au plus vite pour éviter l'exacerbation des antagonismes sociaux en Algérie ; en d'autres termes, c'est la résistance des insurgés algériens, non l'agitation éperdue de la petite bourgeoisie de souche européenne, ou la mauvaise humeur d'une caste d'officiers ulcérée par ses défaites successives.

Aussi, si les pourparlers engagés aboutissent, ce qui n'est pas encore certain, le compromis passé entre l'impérialisme français et la proto-bourgeoisie algérienne se fera sur le dos des classes productrices et pauvres d'Algérie. Pourquoi ? Tout simplement (et nous le rappellerons sans cesse aux partisans bruyants et intéressés de la « solution négociée », ou plutôt aux benêts qui

les écoutent) parce que l'issue de toute négociation dépend du rapport des forces, et qu'ils n'ont rien fait, eux, pour que ce rapport soit favorable à la révolution algérienne. Bien au contraire, la gauche française et en particulier le P.C., a tout fait en 1955 et 1956, avec le vote des pouvoirs spéciaux pour qu'il soit favorable à l'impérialisme français. Si les négociations aboutissent, nous n'avons pas fini d'entendre les Mendès-France, les Mollet et les Thorez chanter victoire. Et ils auront raison : ce sera effectivement leur victoire. La demi-défaite qui, pour les rebelles algériens, couronnera une si longue et terrible lutte, ce sera la victoire totale sinon de leur action, du moins de leurs thèses chauvines, et en particulier des thèses des staliniens qui, de Congrès en Congrès, de 1935 à aujourd'hui, ont appelé inlassablement à la sauvegarde de « l'Union française », puis de la « Véritable Union française », enfin de l'« Union » tout court, ayant tout oublié de Lénine, sauf une petite phrase sur le divorce qui « ne signifie pas l'obligation de divorcer », tout oublié et tout trahi puisqu'ils n'ont su qu'implorer de la bourgeoisie « la définition de liens nouveaux conformes à l'esprit de notre temps ».

Oui, cette « paix » enfin revenue sera leur triomphe, le triomphe de l'opportunisme pleutre qui sent bien que ses jours sont comptés à partir du moment où sa Patrie perd sa place au festin gargantuesque de la colonisation. Mais l'ignominie de ce triomphe, seuls peuvent la mesurer ceux qui se placent du point de vue du Socialisme en général, et du point de vue des classes déshéritées et opprimées du pays colonisé en particulier.

*

**

Mais toute victoire de l'opportunisme est avant tout victoire du Capital et en premier lieu victoire sur le prolétariat. Pour n'avoir pas manifesté la moindre solidarité envers son alliée naturelle, l'insurrection algérienne, pour avoir au contraire soutenu inconditionnellement en janvier 60 et en avril 61 son propre oppresseur alors assailli de difficultés mineures mais encombrantes, le prolétariat français se trouve dès aujourd'hui face à un pouvoir renforcé, fascisé. Rien d'étonnant à ce que les ouvriers de Renault, où la solidarité avec les Nord-Africains de l'entreprise a toujours été très réduite, aient été sollicités par leur Directeur pour défendre le gouvernement gaulliste contre ses propres troupes de choc, mais rien d'étonnant non plus à ce que demain le même directeur leur demande à nouveau comme à l'automne dernier de sacrifier sur l'autel de la rentabilité capitaliste, devant l'idole de l'Etat-patron plusieurs milliers de leurs camarades. D'ailleurs, De Gaulle exploitant l'événement l'a dit sur l'heure : « La grandeur française c'est la puissance de son économie, c'est le travail généreux de son peuple ». On aurait cru entendre Thorez ! Et puis il y a un Plan ! Qui oserait contrarier un plan ? Les grèves, c'est comme les combats en Algérie, stupide, fratricide et dépassé, puisqu'il y a un plan. Les syndicats n'auront qu'à participer à l'établissement du plan et inviter les ouvriers à l'approuver... et à l'appliquer.

Prolétaires ! Le fascisme ce n'est pas Lagaillarde, Soustelle ou les généraux d'Alger. Le fascisme, c'est ça ! Ce n'est pas seulement la concentration toujours plus poussée du Capital : c'est aussi la centralisation toujours plus étroite du pouvoir qui exige l'intégration de vos organisations politiques et syndicales à l'Etat bourgeois, et que l'abdication de celles-ci devant l'Etat bourgeois permet. C'est l'absence totale d'autonomie de la classe ouvrière dans la lutte politique, son manque de résolution et d'unité dans la lutte revendicative. Jamais un parti véritablement prolétarien et révolutionnaire n'aurait dit, hier, aux prolétaires mobilisés en Algérie : « N'obéissez pas aux généraux factieux ! Lutte pour une solution négociée », car cela revenait à dire : « Suivez De Gaulle ! Soutenez le pouvoir légal... du grand capital ! ». Il aurait dit : « Fraternisation avec les Algériens opprimés et insurgés ! Rapatriement immédiat ! ». Et aujourd'hui, un syndicat prolétarien n'accepterait en aucun cas de déterminer en commun avec les représentants de la classe capitaliste la politique économique que l'Etat bourgeois imposera ensuite aux salariés !

C'est parce que vous, prolétaires, vous avez oublié que vous devez mener une politique autonome puisque vos intérêts de classe sont en tous points opposés à ceux du Capital ; c'est parce que depuis plus de trente ans, vous avez laissé vendre vos intérêts, détruire votre autonomie de classe révolutionnaire dans des fronts uniques, des fronts populaires, des fronts nationaux pernicieux, c'est pour tout cela que la bourgeoisie est aujourd'hui en mesure de sauvegarder l'essentiel de son exploitation coloniale, et qu'elle continuera et aggravera celle de votre de travail !

Pour combattre le capitalisme, qui ne vous épargnera pas plus une fois la « paix » revenue qu'avant, il faut que vous retrouviez cette autonomie de classe. Mais où la retrouveriez-vous, si ce n'est dans le seul parti qui ne soit ni légalitaire, ni pacifiste, ni nationaliste, dans le seul parti qui lutte donc réellement pour le renversement de la dictature bourgeoise et pour le socialisme ? C'est elle qu'il faut restaurer pour opposer demain, comme le voulait Lénine, à la dictature masquée ou ouverte, démocratique ou fasciste du Capital, le puissant front de classe des prolétariats des pays industriels et des pays sous-développés qui érigera enfin à l'échelle mondiale le seul pouvoir libérateur, la dictature ouvrière !

A BAS LE PROGRAMME DE L'OPPORTUNISME !

Les représentants de 81 partis (dont les partis soi-disant communistes) qui dirigent le mouvement ouvrier international se sont réunis à Moscou en novembre 1960, à l'occasion du 43^e anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Les tragiques conditions historiques du prolétariat mondial et le contenu du manifeste publié à l'issue de cette conférence, imposent au mouvement révolutionnaire communiste de dénoncer impitoyablement ce manifeste-programme de l'opportunisme international, dont les 81 partis sont les représentants les plus qualifiés.

Invariance des principes marxistes

La lutte historique des maîtres du marxisme contre l'opportunisme couvre diverses époques. Ils virent surgir la classe prolétarienne et la bourgeoisie la combattre féroce­ment après avoir brisé l'alliance anti-féodale ; ils virent la révolution industrielle naître, grandir et se répandre dans le monde, et ils exaltèrent son rôle révolutionnaire : bouleversant les rapports sociaux traditionnels, elle projetait sur la scène de la lutte des classes le nouveau protagoniste de l'histoire moderne, le prolétariat industriel ; ils décrivirent les sanglantes victoires du capital sur de paisibles tribus et ils prédirent sa mort violente.

De 1789 à 1871, en effet, la bourgeoisie a parcouru tout son cycle historiquement nécessaire. En moins d'un quart de siècle, elle avait créé et détruit, à sa convenance toutes les formes politiques, de la dictature ouverte et violente, en union avec le prolétariat naissant lors de l'assaut à l'absolutisme, à l'instauration de son monopole de classe sur toute la société ; des libres institutions parlementaires à l'abolition de toute garantie constitutionnelle, au gonflement démesuré de l'Etat et à l'impérialisme d'un Louis Bonaparte, fasciste avant la lettre ; des fécondes guerres révolutionnaires de Napoléon contre les coalitions absolutistes jusqu'à l'alliance avec l'ennemi prussien contre l'héroïque « canaille » qui fit la Commune de Paris ; bref, de la révolution à la contre-révolution, et de la naissance du prolétariat à son triomphe de 1871.

Dans le creuset de la doctrine marxiste, toutes ces données historiques se fondirent en un bloc unique, et le marxisme put écrire l'épithète de la bourgeoisie. De quelles nouvelles expériences le prolétariat aurait-il donc eu besoin, puisque la lutte des classes était déjà passée par toutes ses phases, y compris la défaite de la classe oppresseuse et la victoire des opprimés ?

Comment le Capital aurait-il pu se découvrir une « âme nouvelle », alors que les Ricardo et les Smith, avant même qu'il ait fait de l'univers entier son monopole, en avaient déjà découvert les lois, et que Marx lui avait déjà appliqué son implacable critique révolutionnaire ?

En vertu de quoi, enfin, le socialisme sur lequel bavardent tant de renégats grotesques devrait-il être le « soleil de l'avenir », si l'avenir catastrophique du capitalisme n'avait déjà été sûrement prévu ?

Avant même que ses combattants l'aient vue triompher, la révolution prolétarienne avait déjà vaincu, car ils avaient découvert quelle était la loi de l'histoire moderne !

Les découvertes jamais nouvelles de l'opportunisme

En 1848, c'est-à-dire il y a plus d'un siècle, le prolétariat a livré sa première bataille de classe, et alors l'union nationale entre bourgeois et ouvriers a été brisée par les fusils de Cavaignac. En 1871, le premier Etat prolétarien, la Commune de Paris, est apparu. Depuis, jamais les attaques révisionnistes contre les principes marxistes n'ont cessé, spécialement aux époques de reflux de la révolution. Mais les vagues opportunistes qui se succèdent n'ont jamais rien de nouveau. Sous des noms différents le contenu reste toujours le même et se caractérise par la prétention d'« enrichir » la doctrine marxiste, de la « renouveler » en remplaçant ses parties « caduques » par quelque produit fraîchement sorti de la fabrique des nouveautés.

C'est que les phénomènes sociaux ne se présentent jamais à l'état pur, parce qu'à côté de la bourgeoisie et du prolétariat, il existe des classes de nature sociale équivoque qui obscurcissent les termes de la lutte. C'est le cas de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine et rurale qui engendrent le capitalisme, mais que le capitalisme reproduit à son tour dans une certaine mesure, comme la pluie fait proliférer les champignons.

C'est l'oscillation de ces couches petites-bourgeoises entre les deux pôles de la bourgeoisie et du prolétariat selon que la révolution recule ou grandit qui détermine la croissance ou le recul de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier. Que l'opportunisme ne soit qu'une idéologie petite-bourgeoise, Marx et Lénine l'ont établi bien avant nous.

Ainsi, chaque vague opportuniste fait ses « découvertes ». A la fin du siècle dernier, Bernstein « découvrit » que le socialisme se conquiert petit à petit dans les luttes quotidiennes et que l'essentiel pour les prolétaires est le mouvement incessant, l'activité continue, non le but. L'épanouissement de la

production semblant promettre l'éternité au capitalisme, la petite-bourgeoisie, classe veule et lâche, ne voulait rien savoir d'une lutte historique aux côtés du prolétariat où elle aurait risqué tous les avantages économiques, sociaux et politiques que son alliance tacite avec le grand capital lui assurait. Or, grâce à sa position intermédiaire, la petite-bourgeoisie transmet son pessimisme et son indécision au prolétariat par le truchement de ces couches ouvrières bien rétribuées auxquelles leur position particulière dans la production confère des privilèges et que Lénine taxait de « lieutenants du capitalisme au sein du prolétariat ». Telle fut la source historique du révisionnisme bernsteinien.

Selon l'opportunisme, le socialisme est certes nécessaire, mais les principes qui permettent de le conquérir changent au gré des événements et des situations. Il lui est facile de propager ce slogan, car toutes les couches sociales que le Capital condamne à une situation précaire et rejette toujours à nouveau dans le prolétariat s'imaginent aisément que les principes changent en même temps que leurs propres intérêts particuliers.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'interminable vague opportuniste du stalinisme ait fait sien cet article de foi de tous les renégats, répétant que les principes du Socialisme, qu'elle ose invoquer, changent continuellement. Mais « les principes » dont l'opportunisme se vante ne sont jamais que de vulgaires expédients pour prolonger l'existence du capitalisme, sans lequel l'opportunisme lui-même n'aurait pas de raison d'être ! Pour lui, tous les principes sont bons, pourvu qu'ils n'entraînent pas les masses dans une lutte de classe, qu'ils ne les lancent pas contre l'Etat capitaliste. La seule chose à laquelle l'opportunisme se refuse, alors que les contradictions du capitalisme poussent constamment la classe ouvrière à la lutte, c'est d'exploiter toutes les conditions défavorables à l'adversaire pour relier, unifier, fortifier tous les efforts d'émancipation du prolétariat, et de les transformer en luttes véritablement politiques pour la destruction de l'Etat bourgeois et la conquête du pouvoir.

Défense de l'indépendance nationale

Le parti communiste révolutionnaire n'a jamais marchandé son appui à la bourgeoisie nationale lorsque celle-ci entreprenait la destruction violente de formes de production archaïques empêchant ou retardant son développement. Cela n'empêche qu'il ait toujours proclamé l'indépendance absolue du mouvement révolutionnaire prolétarien non seulement à l'égard de la grande bourgeoisie, mais aussi de la moyenne et de la petite-bourgeoisies radicales et qu'il ait préparé le prolétariat aux luttes inévitables de l'avenir contre l'allié présent. Le mouvement prolétarien mondial ne pouvait pas se désintéresser des étapes inférieures de la Révolution, et le principe marxiste d'appui à la bourgeoisie révolutionnaire était dialectiquement et indissolublement lié à ce mouvement. Mais le remplacer par l'objectif étroit de la défense de l'indépendance nationale, de la paix et du désarmement comme le font les opportunistes d'aujourd'hui, c'est agir en contradiction absolue avec les principes

et les buts révolutionnaires du prolétariat. Pour le marxisme, depuis 1871, c'est-à-dire depuis la Commune de Paris, le prolétariat n'a plus à appuyer la bourgeoisie dans des guerres démocratiques et nationales, du moins dans l'Occident capitaliste, parce qu'il n'a plus à l'aider à libérer les forces productives des entraves que leur opposaient les régimes précapitalistes. C'est donc au mépris de l'histoire que l'opportunisme contemporain donne au prolétariat du monde entier — et pas seulement des pays arriérés — le mot d'ordre ouvertement réactionnaire de défense de l'indépendance nationale et de la patrie, et que le Manifeste des 81 proclame :

« Les objectifs des communistes coïncident avec les *intérêts supérieurs de la nation*. Les cercles réactionnaires veulent détruire le front national sous prétexte de lutter contre le communisme et d'isoler ses militants, qui forment la partie la plus avancée du mouvement de libération. Cela affaiblit le mouvement national, lèse les intérêts nationaux des peuples et met en danger les conquêtes nationales... »

« Les nouveaux rapports de force qui se sont établis à l'échelle mondiale ouvrent aux partis communistes et ouvriers de nouvelles possibilités pour résoudre les problèmes de la *lutte pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le socialisme*.

« *Déjà avant la victoire complète du socialisme sur toute la terre, et bien que le capitalisme subsiste dans une partie du monde, il y aura des possibilités réelles d'exclure la guerre mondiale de la vie sociale*. La victoire du socialisme dans le monde entier éliminera définitivement les causes sociales et nationales de n'importe quelle guerre.

« En défendant les principes de la coexistence pacifique, les communistes luttent pour la cessation totale de la guerre froide, pour la dissolution des blocs militaires, *pour la suppression des bases militaires, pour le désarmement complet et général sous contrôle international, pour la solution négociée de tous les différends, pour le respect de l'égalité entre les Etats, de leur intégrité territoriale, de leur indépendance et de leur souveraineté, pour une non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures et pour un large développement des échanges commerciaux, culturels et scientifiques entre les peuples* ».

Ce faux objectif historique que l'on propose indifféremment au prolétariat de l'Occident capitaliste surindustrialisé et à la jeune et faible classe prolétarienne des Etats à peine sortis du régime colonial, ne sert qu'à affaiblir le front du prolétariat mondial et son noyau le plus fort et le plus aguerri représenté par les pays de haut potentiel productif et de grande concentration économique. Il renforce le front contre-révolutionnaire capitaliste et provoque une défiance des masses prolétariennes à l'égard du parti communiste révolutionnaire, de ses traditions de lutte, de ses victoires, de sa capacité supérieure à conduire la lutte de classe au succès final. Parallèlement, il empêche les luttes de libération nationale et les révolutions démocratiques-bourgeoises elles-mêmes de se développer au point de constituer des foyers de lutte révolutionnaire prolétarienne pour des objectifs strictement communistes.

On tait ou on défigure complètement ce que la Révolution russe nous a enseigné à cet égard, c'est-à-dire que le prolétariat dut sa victoire uniquement au fait que le parti bolchévique, au lieu de se contenter d'une révolution anti-tsariste, poussa les masses ouvrières au delà des limites imposées par une bourgeoisie aveugle, jusqu'à la conquête violente du pouvoir.

Il est plus réactionnaire encore de proposer l'union de classes sociales hétérogènes qui, tout en poursuivant des objectifs historiques différents, devraient cependant mener une lutte commune pour la paix, la démocratie et l'indépendance nationale, qui sont autant de mots d'ordre strictement petits-bourgeois.

A ce compte, il faudrait que le prolétariat allemand, exemple typique d'une classe appelée à jouer un grand rôle historique, s'alignât sur la petite-bourgeoisie allemande quasi-inexistante pour atteindre des objectifs démocratiques, c'est-à-dire petits-bourgeois, alors que les structures de l'Allemagne capitaliste sont celles d'un capitalisme d'Etat très avancé, comme Lénine le montra dès 1918. En Occident surtout, la tâche historique immédiate du prolétariat est, depuis soixante ans déjà, la Révolution Communiste : tout autre objectif est réactionnaire. Si le prolétariat devait continuer à se laisser tromper sur ce point par les cinquièmes colonnes de l'opportunisme, l'avènement de sa dictature de classe et le triomphe du socialisme seraient retardés de plusieurs décades encore.

Lutte pour les « idées » ?

L'opportunisme moscouteur, a remplacé la lutte pour le socialisme par la lutte pour les « idées ».

Le Manifeste des 81 nous dit :

« Ou coexistence pacifique entre Etats de régimes différents ou guerre dévastatrice, *tel est aujourd'hui le dilemme* ».

La lutte de classe cesserait ainsi d'être la guerre de millions de prolétaires pour la destruction de formes inadéquates de production et de vie ; elle deviendrait une lutte « idéale » pour la conquête des « consciences » de « tous » les hommes, indépendamment de leur position sur le front des classes. Une telle manière de concevoir la lutte pour le socialisme nous ramène aux fausses propositions de la Social-Démocratie en 1918 ou, pire encore, au « socialisme de la chaire » pour lequel la révolution n'aurait pas été possible tant que *tous* les prolétaires n'en auraient pas *appris* les principes.

Nos maîtres et les militants qui nous précéderent dans cette lutte historique ont combattu cette version éthique, scolastique et idéaliste du socialisme. De même nous répéterons que le socialisme ne dépend pas de la conscience des masses, mais de la fidélité indéfectible du parti de classe aux principes

marxistes et révolutionnaires, et de sa capacité à se lier au prolétariat mondial dans la lutte de classe effective qui ira se développant.

En conséquence, la tâche du communisme international n'est nullement de « sauver l'humanité » d'un hypothétique génocide atomique dont l'impérialisme nous menace en bon maître-chanteur qu'il est : sa première et unique tâche est de faire triompher la révolution prolétarienne. La seule garantie de paix, c'est la victoire de la Révolution, car seule la Révolution détruira toutes les causes de guerre que le capitalisme engendre. Toute autre position éloigne cette victoire parce qu'elle désarme le prolétariat qui en est l'artisan, et elle prépare donc objectivement la solution de la crise du système par la guerre impérialiste.

Paix, démocratie ou socialisme ?

La *paix sociale* n'est pas une conquête, mais un acquiescement du prolétariat au capitalisme qui a tout intérêt à lier les masses déshéritées à son sort, pour mieux les asservir à son système d'exploitation du travail.

Faire de la lutte pour la « paix, la démocratie et le socialisme » « les positions du mouvement communiste international », c'est renier de la façon la plus honteuse les principes formulés par le marxisme révolutionnaire et victorieusement appliqués par le bolchévisme dans l'Octobre rouge.

L'opportunisme dernière manière mène en réalité contre le marxisme les mêmes attaques que toutes les précédentes vagues révisionnistes, et il se comporte à l'égard de Marx comme ces épigones idéalistes de Hegel qui considéraient ce dernier comme « un chien mort ».

Héritier du révisionnisme, il abandonne comme lui la théorie des crises et de l'écroulement du régime capitaliste, à cause de prétendues « nouvelles données du développement économique » et sous le prétexte que la bourgeoisie pourrait se préserver de la catastrophe par des « concessions au prolétariat » qui (et c'est là le pire mensonge), aurait de son côté tout intérêt à les accepter pour « progresser » vers de meilleures conditions d'existence.

En politique, l'opportunisme contemporain continue la scandaleuse pratique du ministérialisme inaugurée par le socialiste Millerand lorsqu'en 1899 il participa au ministère bourgeois aux côtés du général Galifet, bourreau de la Commune. Tout comme lui, il entre dans les gouvernements bourgeois aux côtés des pires ennemis de la Révolution et au nom du même « principe » : faire accéder le prolétariat à « la direction du pays dans l'intérêt de tous », au flanc des partis du capitalisme « honnête » ou de la petite et moyenne bourgeoisie « progressiste ».

De même que la II^e Internationale, il considère le parlementarisme comme une forme de la lutte de classe et, ce qui est pire encore, il lui attribue un rôle dans la « construction » du socialisme, puisqu'il déclare que les partis soi-disants ouvriers doivent conquérir le pouvoir « légalement ».

De même que la II^e Internationale, il disperse les réactions ouvrières en mille épisodes isolés au lieu de lancer le mot d'ordre léniniste de « guerre à la guerre » ; tout comme les sociaux-démocrates ont soutenu la mobilisation des masses prolétariennes par les capitalismes anglais, français et italien dans la première guerre mondiale, les prétendus « communistes » les ont lancés dans une lutte de partisans aux côtés des grandes armées impérialistes sous prétexte d'anti-fascisme dans la seconde.

Au reste, c'est toute la phraséologie trompeuse de la II^e Internationale que le Manifeste des 81 reprend à son compte : il encourage les rêveries de la petite-bourgeoisie, il gonfle son importance historique, sociale, économique et politique et il lui attribue démagogiquement un esprit révolutionnaire.

En réalité, la tradition marxiste authentique a toujours dénoncé ces tendances petites-bourgeoises et insisté sur le caractère réactionnaire de la petite propriété et de la petite et moyenne production, véritables mouches du coche de la production capitaliste et de la contre-révolution bourgeoise. Sous prétexte de « mouvement pour la paix », le « Manifeste » propose à la classe ouvrière de renoncer à son programme en faveur d'un rassemblement hybride étendu « à des personnes aux convictions politiques et aux fois religieuses les plus diverses, appartenant à diverses classes sociales, mais unies par la noble aspiration d'empêcher de nouvelles guerres et d'assurer une paix stable ». C'est là le rêve des petits-bourgeois et des intellectuels... de gauche !

Depuis sa naissance, l'opportunisme bavarde sur le socialisme dont il en confie la réalisation historique, non pas au prolétariat, mais au « peuple travailleur », masse hybride animée de poussées de classe contradictoires et de signes contraires. Sur cette fausse conception des principes et des buts, il a créé une liturgie socialisante fondée sur les catégories classiques de l'économie capitaliste et qui va jusqu'à concilier l'économie socialiste avec les formes mercantiles et monétaires et la division en entreprises propres à ce mode de production. Bel exemple d'invariance des formes et du contenu petit-bourgeois de l'opportunisme ! Rien de nouveau dans ce domaine depuis Proudhon, auquel Marx et Engels portèrent un coup décisif en déclarant sans équivoque que les formes de la future société socialiste seraient anti-mercantiles et anti-monétaires, et qu'elles détruiraient la division par entreprises, avant même d'être des formes de production et de vie intégralement socialistes.

En proclamant l'éternité de la loi de la valeur, qui selon eux restera en vigueur sous le socialisme, et donc de la forme marchandise des produits, les 81 se retrouvent aux côtés des Sociaux-Démocrates allemands qui ne voulaient pas admettre que le socialisme détruirait en même temps que le capitalisme la forme fétiche de la marchandise, ce qui est pourtant la conclusion fondamentale de la critique marxiste.

Sous couvert de respecter la célèbre thèse marxiste sur le dépérissement de l'Etat, l'opportunisme réintroduit en contrebande des vieilleries anarchistes : il prétend réduire l'autorité de l'Etat central en transférant ses fonctions à des institutions périphériques et à des instances inférieures telles que gouver-

nements fédéraux, parlements régionaux, entreprises ou syndicats de métier, ce qui aurait pour effet, si c'était réalisable, de moléculariser la vie économique, sociale et politique.

La différence fondamentale entre capitalisme et socialisme, il la ravale à une productivité supérieure du travail et à des rythmes supérieurs d'accroissement de la production, ainsi qu'à une planification aussi démagogique qu'hy-pothétique, et en tous cas fondée sur tous les principes de l'économie politique vulgaire, en premier lieu ce « bien-être » qui est inspiré du « capitalisme populaire » cher aux Américains.

En proposant de constituer une union d'Etats à faible et moyen potentiel économique au service de l'impérialisme (suprême tentative, parfaitement réactionnaire, de défendre celui-ci contre l'inévitable assaut prolétarien), les 81 ont dévoilé leur profonde défiance à l'égard de la Révolution socialiste et son unique agent historique, le prolétariat.

Tous, absolument tous leurs projets s'associent d'ailleurs à cet infâme dessein : le désarmement international ; la coexistence pacifique ; l'égalitarisme juridique entre Etats d'importance économique et politique inégale ; les rencontres ou accords salvateurs entre « sommets » des grandes puissances capitalistes ; les interdictions ou réductions parfaitement illusoire des armes atomiques ; l'institution d'une police internationale qui sauvegarderait les privilèges capitalistes contre toute force insurgée, et enfin la tentative de présenter l'O.N.U., organisation mondiale du Capital, comme un concert de libres nations, un parlement supranational apte à régler les conflits qui, pour les vrais marxistes, sont insolubles dans les formes politiques bourgeoises.

Responsabilité historique de l'opportunisme

En réponse à la croisade anti-communiste conduite par une confrérie d'Etats mûrs depuis longtemps pour la destruction révolutionnaire, l'opportunisme moscotaire n'a rien trouvé de mieux que de restaurer l'ordre bourgeois dans les pays d'Europe en général, et d'Europe centrale en particulier, alors que les circonstances historiques faisaient d'eux « les maillons faibles de la chaîne capitaliste ».

Cette œuvre a commencé par l'émasculatation des sursauts prolétariens au lendemain de la seconde guerre dans laquelle la classe ouvrière avait versé à l'impérialisme le tribut de 30 millions de morts. Elle a culminé dans la répression de la Commune de Berlin de 1953, épisode d'héroïsme prolétarien authentique qui a démasqué la nature capitaliste de l'Etat russe et sa complicité avec les grandes puissances occidentales.

Les prolétaires ont été écrasés sous le poids d'une gigantesque reconstruction de l'appareil de production capitaliste, tandis qu'alliés à l'opportunisme social-démocrate, les partis du néo-opportunisme jouaient à leur égard le rôle de flics, ou freinaient leurs luttes contre le patronat en réduisant les

syndicats au rôle d'intermédiaires dans les conflits de classe et en se faisant les champions de la paix sociale, de l'unité nationale, de la reconstruction de la patrie, de la paix religieuse et de l'intégrité de la famille, toutes formes et instruments de l'oppression bourgeoise.

L'opportunisme s'est montré encore plus réactionnaire dans la question agraire, en proposant une répartition de terres, d'instruments de travail et de capitaux entre petitspropriétaires parceliaires qui aurait signifié un recul par rapport à l'entreprise agricole capitaliste moderne, qualifiant par ailleurs de « socialistes » les formes coopératives de nature pré-capitaliste en vigueur dans l'Est européen.

Il a ainsi travaillé à la reconstitution d'un front néfaste de petits-bourgeois ruraux que la concentration capitaliste avait privés de leur poids politique spécifique en les contraignant à se prolétarianiser.

Dans le domaine international, la répartition des zones d'influence entre les vainqueurs occidentaux et orientaux de la seconde guerre mondiale a entraîné la division territoriale et politique de la plus puissante nation européenne, l'Allemagne, au mépris du principe des nationalités affirmé par la bourgeoisie elle-même dans ses révolutions nationales. L'opportunisme n'a pas manqué de présenter comme socialiste l'Etat artificiellement constitué sur la partie orientale du territoire allemand ; cela en dit long sur l'attachement des partis soi-disant communistes à leur propre principe renégat de sauvegarde de l'unité nationale menacée ou détruite par les grands impérialismes des deux blocs ; et cela confirme en outre la thèse marxiste niant la possibilité de guerres nationales dans les pays déjà parvenus au plein capitalisme.

En réalité, l'unification de l'Allemagne sera l'œuvre de la révolution prolétarienne, et d'elle seule, et elle se réalisera au sein d'une union de républiques socialistes qui sera la première étape vers l'abolition de toute division raciale, nationale et régionale de l'espèce humaine. Reniant ce but communiste, l'opportunisme prétend au contraire conserver les barrières nationales jusque dans la société socialiste, en laissant subsister « la division internationale du travail » et en confiant l'organisation de la production « à des plans économiques nationaux » coordonnés. C'est là la position bourgeoise classique des « Etats-Unis d'Europe ».

L'utopie des Etats indépendants et souverains

En introduisant une haute mécanisation des opérations productives, le socialisme poussera la tendance du capitalisme à réduire le travail complexe au travail simple jusqu'à une abolition de la division du travail. En conséquence, la production humaine sera prévue non par des plans nationaux ou supra-nationaux, mais par un plan général unique, englobant toutes les ressources et toutes les forces productives du globe.

La phraséologie sur les « peuples libres et souverains » et sur la « parité des droits de chaque pays à l'indépendance » relève uniquement de

l'utopisme petit-bourgeois. Sous le socialisme, il ne sera plus question ni de « peuples » ni, à plus forte raison, de leurs divisions : les notions de liberté, souveraineté, autonomie ou indépendance nationales perdront donc tout sens. Le concept de nationalité a pris corps dans une société divisée en classes ; il devra donc disparaître dans la société sans classes qui est le but communiste suprême, en même temps que toutes les superstructures accumulées au cours des siècles sur la base des antagonismes de classes.

Quand l'opportuniste prétend vouloir unir l'internationalisme et le patriotisme, il témoigne seulement de la corruption bourgeoise dans laquelle il est tombé, car cela revient à vouloir concilier le prolétariat sans patrie et la bourgeoisie nationaliste, c'est-à-dire les deux classes irréductiblement antagonistes de la société.

Le socialisme ne peut résulter d'un accord entre classes quelles qu'elles soient, mais seulement de la victoire révolutionnaire du prolétariat.

L'époque de la Révolution Socialiste

Lénine a défini l'époque contemporaine comme *celle des révolutions socialistes et des guerres impérialistes*. L'opportuniste, lui, affirme que « le contenu fondamental de notre époque consiste dans le passage du capitalisme au socialisme », bien que les rapports sociaux dominant dans le monde soient parfaitement capitalistes, et que tout passage d'une forme à une autre pré-suppose une destruction de la forme ancienne à laquelle ces renégats ne se préparent nullement.

L'ère des révolutions socialistes a été ouverte par la révolution russe d'Octobre, et elle reste ouverte, bien qu'en dehors de la Russie, celles-ci aient été momentanément battues. C'est d'ailleurs ce qui a empêché la révolution soviétique elle-même de réaliser plus que ses objectifs démocratico-bourgeois ; la révolution communiste est internationale, et le prolétariat ne pouvait pas conserver le pouvoir dans un seul pays, même s'il avait été plus évolué que la Russie. Lénine, le parti bolchévique et l'Internationale le savaient si bien qu'ils n'ont cessé de répéter que la victoire prolétarienne en Russie ne serait définitive qu'à une condition : qu'une nouvelle vague révolutionnaire brise l'encercllement auquel la bourgeoisie soumettait la république soviétique en s'attaquant à la forteresse de la contre-révolution, le capitalisme occidental.

Ceci ne s'étant pas produit, et la Russie devant édifier des structures capitalistes, tâche historique dans laquelle l'Internationale et le parti bolchevik succombèrent, la continuité de la ligne révolutionnaire fut brisée. Mais en l'absence d'une direction et d'une perspective communistes mondiales, aucun sursaut de classe n'aurait pu se transformer en insurrection révolutionnaire, même s'il s'était produit.

Au contraire, la dégénérescence de la Révolution russe et de l'Internationale a favorisé la reprise du capitalisme à l'échelle mondiale en suscitant

une nouvelle vague opportuniste. Non seulement celui-ci réussit à surmonter la grande crise économique de 1929, mais il parvint à déclencher la guerre impérialiste pour sortir de la crise suivante.

Alors que Lénine avait prévu que les révolutions anti-impérialistes d'Asie pourraient sortir la révolution d'Octobre de son isolement et élargir l'aire géo-politique du communisme, la défection honteuse des ex-partis communistes permit au contraire l'écrasement sanglant de la Commune de Canton et donc de la révolution chinoise. La perspective d'une soudure de la révolution d'Octobre avec la reprise prolétarienne en Occident grâce au répit donné par « la guerre sainte » des nations asiatiques contre l'impérialisme était dès lors fermée.

Le prolétariat peut utiliser les révolutions national-bourgeoises et les guerres d'indépendance nationale là où, comme en Asie et en Afrique, elles peuvent encore se produire ; mais il ne le peut *qu'à une seule condition* : c'est qu'il existe un parti communiste mondial, car seul celui-ci est capable de guider ces assauts limités à l'impérialisme en les liant à l'offensive révolutionnaire du prolétariat blanc. En proposant à tout le mouvement ouvrier des objectifs démocratiques, l'opportunisme a anéanti cette possibilité. Aujourd'hui, tandis que la lutte fait rage dans les anciennes colonies, le prolétariat blanc est plongé dans un assoupissement général, parce que, sous l'influence opportuniste, il s' imagine pouvoir conquérir l'Etat bourgeois qu'il faut détruire, et réformer la société capitaliste. Quant aux peuples ex-colonisés, voilà la « perspective » que le Manifeste parfaitement bourgeois des 81 leur propose :

« La situation historique actuelle tend à créer dans de nombreux pays des conditions intérieures et extérieures favorables à *la constitution d'un Etat indépendant à démocratie nationale*, c'est-à-dire d'un Etat défendant de façon cohérente son indépendance politique et économique et luttant contre les blocs militaires impérialistes et contre l'établissement de bases sur son territoire. Il s'agit d'un Etat qui lutte contre les nouvelles formes de colonialisme et la pénétration du capital impérialiste, *qui répudie les méthodes dictatoriales et despotiques de gouvernement* ; d'un Etat qui garantit au peuple d'amples libertés démocratiques (de parole, de presse, de réunion, de manifestations et d'organisation en partis politiques). A l'intérieur d'un tel Etat, le peuple doit avoir la possibilité d'obtenir l'application de la réforme agraire et la satisfaction de ses autres revendications *dans le domaine des transformations démocratiques et sociales* ; *il doit pouvoir participer à la détermination de la politique gouvernementale. En se plaçant sur la voie de la démocratie nationale, ces Etats pourront accélérer le progrès social à l'intérieur et, à l'extérieur participer activement à la lutte des peuples pour la paix*, contre la politique agressive du camp impérialiste, pour la liquidation complète du joug colonial ».

Alors que l'Internationale affirmait que seule la révolution socialiste dans les pays avancés pourrait réellement libérer les peuples de couleur, non seulement les 81 ne disent pas un seul mot des tâches révolutionnaires du

prolétariat métropolitain, mais ils confient l'émancipation de ces peuples à des gouvernements démocratiques bourgeois nationaux !

Démocratie et fascisme

La tromperie démocratique qui naît des intérêts des petits et moyens producteurs et même des travailleurs privilégiés et bien payés masque la nature même du capitalisme en incitant de façon ouverte les prolétaires à préférer la démocratie bourgeoise au fascisme.

Tout comme la II^e Internationale et la II^e Internationale 1/2, l'opportunisme contemporain définit le fascisme comme le plus réactionnaire des courants bourgeois, un courant qui, né d'intérêts particuliers de la grande industrie et de la propriété foncière, menacerait les conquêtes mêmes de la bourgeoisie. En réalité, le fascisme représente historiquement le capitalisme dans son intégralité et répond parfaitement aux intérêts du grand capital. Il naît de la démocratie dont il est le produit naturel dans ce sens qu'à l'origine il répond au mécontentement endémique de la petite-bourgeoisie que le capital ruine et à laquelle il s'adresse (en même temps d'ailleurs qu'au prolétariat) en termes réformistes et en niant la lutte des classes. Pas plus que la démocratie, il ne reconnaît la nature de classe de l'Etat qu'il présente au contraire comme un juge suprême placé au-dessus de tous les intérêts particuliers et dont il exalte le rôle d'arbitre. Tout au plus se distingue-t-il du régime démocratique en substituant le parti unique au pluripartisme ; mais les deux formes recouvrent exactement les mêmes rapports capitalistes de production ; elles sont deux façons différentes de définir le même contenu économique et social, et elles sont destinées à se fondre l'une dans l'autre au gré des circonstances.

Quel que soit le nom qu'il porte, le fascisme est la forme politique caractéristique de l'époque impérialiste, et son but est de mobiliser des masses d'hommes au service du Capital. C'est si vrai qu'après la guerre soi-disant antifasciste, les Etats démocratiques ont adopté toutes les méthodes et les caractéristiques du fascisme. Mais l'évolution de la société dans un sens fasciste annonce la fin prochaine de la domination bourgeoise dans la mesure même où elle caractérise sa dernière phase, sa phase de concentration économique maxima, de dictature sociale et politique la plus poussée. Au lieu de s'en réjouir, non seulement l'opportunisme crie au scandale, mais il prétend même faire tourner la roue de l'histoire en arrière en réclamant le retour de la démocratie. L'alternative qu'il pose est : *démocratie ou fascisme*, comme si ces deux formes exprimaient deux classes distinctes en lutte pour le pouvoir. A cette position renégate, le communisme révolutionnaire oppose aujourd'hui comme hier l'alternative classique : *capitalisme ou socialisme*, la seule qui désigne au prolétariat le véritable ennemi à abattre.

Coexistence et pacifisme social

Le pacifisme social dérive d'un programme de coexistence des classes ; dès lors qu'on admet que les classes ennemies puissent et doivent coexister,

il faut admettre aussi que cette coexistence peut et doit être pacifique, c'est-à-dire se réaliser dans un respect réciproque des deux parties en cause : autrement, comment pourrait-elle subsister à la longue ?

Lénine avait bien parlé de coexistence entre l'U.R.S.S. et les Etats capitalistes, mais elle signifiait chez lui une simple *trêve* momentanée de la révolution mondiale dans la phase de réorganisation politique du prolétariat international qui suivit l'Octobre rouge. Pour les partis opportunistes qui se prétendent marxistes-léninistes, la coexistence entre « Etats de régimes sociaux différents » devient non seulement *permanente*, mais, bien pis, elle se transforme en « base intangible de la politique des Etats socialistes ».

Toute perspective d'un heurt historique entre le prolétariat et le monde bourgeois est donc abolie. Le souci petit-bourgeois de maintenir la « paix » tout court en même temps que la paix sociale suggère à l'opportunisme une alternative aussi démagogique et utopique que la précédente : « *ou coexistence pacifique entre Etats aux régimes différents, ou guerre dévastatrice* ».

Or, le capitalisme engendre *toujours* la guerre entre les Etats lorsque les crises qui le déchirent le poussent à détruire le travail mort (la richesse) et le travail vivant (les bras humains), pour pouvoir reprendre son cycle productif. Le capitalisme engendre toujours la *guerre des classes*, virtuelle ou effective, parce qu'il vit sur les contrastes de classe. La guerre entre les classes et, à plus forte raison, entre les Etats, ne cessera pas par enchantement, même lorsque le socialisme aura triomphé dans une série de pays, car les contradictions de classe, elles, ne cesseront pas par enchantement même si, alors, les rapports politiques auront été inversés.

La violence est l'accoucheuse de l'histoire et les communistes révolutionnaires n'attendent pas de la bourgeoisie qu'elle renonce à l'employer. Au contraire, dans certaines circonstances historiques favorables, ils sont les premiers à inciter le prolétariat à la violence de classe pour abattre le régime ennemi. Puisque le capitalisme est tout entier fondé sur une extorsion violente de sur-travail au prolétariat, le prolétariat ne pourra s'affranchir de sa tyrannie que par la violence.

Pour l'opportunisme, les « controverses idéologiques et politiques entre les Etats ne doivent pas être résolues par la guerre » ; mais les controverses en questions *présupposent* les antagonismes ; c'est seulement dans les époques de stagnation et aux yeux de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière que les antagonismes réels peuvent sembler se réduire à de simples discussions théoriques. Dans la réalité sociale, ils ne peuvent se résoudre que par le triomphe d'une des parties sur l'autre, qu'il s'agisse des Etats ou des classes.

Les Tâches du Parti

L'opportunisme affirme donc que les partis communistes doivent se battre « pour étendre les droits et les libertés démocratiques du peuple, sans renvoyer tout cela jusqu'à la victoire du socialisme ».

Il est tout d'abord faux que des droits et des libertés démocratiques puissent être conquis dans les pays industriellement avancés, car la centralisation économique détruit — c'est là une loi économique, que l'on ne peut donc modifier dans l'ambiance du régime capitaliste — la petite bourgeoisie en la prolétarisant.

Au reste, dans les pays industriellement développés, la petite bourgeoisie ne mène aucune lutte sérieuse et conséquente ; elle ne peut être l'alliée du prolétariat. Le prolétariat a intérêt à s'allier seulement avec des classes révolutionnaires, avec des couches sociales exprimant une volonté de lutte anti-capitaliste, comme les paysans sans terres et sans capitaux et les journaliers agricoles.

Un parti complètement coupé des bases de la lutte du prolétariat et tout entier tourné vers la recherche de liaisons avec la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière, ne peut que subir leurs initiatives et avoir une vision extraprolétarienne ou, mieux, démocratique, des tâches à accomplir, ce qui a des conséquences plus réactionnaires encore que l'alliance du grand capital avec les couches moyennes.

Enfin, il est faux que le socialisme engendre des droits et des libertés démocratiques : il est l'incarnation de la dictature prolétarienne, c'est-à-dire la négation de la liberté de s'exprimer et de s'organiser en partis pour les classes vaincues, la négation de leurs droits légaux. En tant que régime prolétarien, il ne pourra permettre à qui que ce soit de recréer les conditions de la production capitaliste : il empêchera donc, et, s'il le faut, par la violence ouverte, le reflourissement de la petite production. Au cas où les conditions particulières d'un pays arriéré imposeraient la persistance de cette petite production, les communistes se comporteraient comme les bolcheviks en Russie : ils la contrôlèrent et ne concéderaient aucune liberté aux petits producteurs, et les subordonneraient à la dictature prolétarienne au moyen de l'Etat et du parti. Donc, jamais de liberté pour le *peuple* : le prolétariat n'a aucune liberté à conquérir pour les autres ; il a à conquérir les conditions nécessaires à sa libération du capitalisme.

Il est tout aussi faux que « *les prémisses à la solution des tâches de la révolution socialiste* » soient constituées par « *le front unitaire de toutes les forces démocratiques et patriotiques de la nation, qui se battent pour la conquête révolutionnaire d'une véritable indépendance nationale et de la démocratie* ». Les prémisses du socialisme sont constituées par le développement capitaliste, dont l'indépendance nationale n'est qu'un facteur subjectif lors de la naissance de la bourgeoisie, et qui perd de sa consistance historique au fur et à mesure que le capitalisme se transforme en capitalisme monopoliste, en impérialisme. C'est en vertu de cette nature du capitalisme — découverte par Marx avant même que naissent les théoriciens de l'impérialisme — que la révolution prolétarienne communiste assume un caractère international ! le mode de production capitaliste est *un*.

Démocratisme et anti-monopolisme

Si l'opportunisme propose l'alliance démocratique de classes disparates, c'est que, selon lui, « *la classe ouvrière, les paysans, les intellectuels, la petite et moyenne bourgeoisie des villes sont profondément intéressés à la liquidation des monopoles* ».

Jamais le « Manifeste des 81 » ne parle de destruction de la propriété privée, de l'Etat bourgeois, des formes capitalistes. Par contre, il hurle contre les monopoles qui « cherchent à détruire et à limiter au maximum les droits démocratiques des masses populaires », en feignant d'oublier que le capital est lui-même « monopole », forme *exclusive* dans les rapports actuels de la production sociale.

Mais si les prolétaires sont « contre les monopoles capitalistes », c'est dans un tout autre sens que les petits-bourgeois. Ils doivent les détruire en tant que *forme sociale*, non en tant que forme plus productive que la petite entreprise ! Cette tâche historique dérive de la nature anti-capitaliste du prolétariat, c'est-à-dire, du fait que la révolution prolétarienne a pour tâche historique de détruire le capitalisme !

Au contraire, la petite et moyenne bourgeoisie voudrait que les monopoles soient remplacés, sinon par la petite production, du moins par un capitalisme d'Etat, à condition que celui-ci soit à son service, qu'il transfère de la plus-value dans sa poche, comme cela se produit, dans un certain sens, dans la Russie actuelle. Voilà le « socialisme » de la petite-bourgeoisie, voilà ce que l'opportunisme exalte comme son esprit révolutionnaire ! Mais le capitalisme a intérêt à entretenir et à reproduire une couche de petits-bourgeois servant de tampon dans les conflits de classe et faisant donc obstacle à la Révolution ; il ne peut pas éliminer toutes les couches sociales intermédiaires et se transformer en pur capitalisme d'Etat : ainsi, non seulement le « socialisme » en question serait anti-prolétarien, mais il est tout simplement impossible !

Aussi, quand l'opportunisme propose l'alliance du prolétariat et des classes moyennes « ...pour nationaliser les secteurs-clés de l'industrie et en démocratiser la gestion, pour diriger toute l'économie à des fins pacifiques, satisfaire les exigences vitales de la population, réaliser de radicales réformes agraires, améliorer les conditions de vie des travailleurs, défendre les intérêts des paysans, de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine de l'arbitraire des monopoles », le marxisme lui répond que, non seulement cette alliance n'aidera en rien à atteindre le socialisme, mais qu'elle sera encore tout à fait incapable de remplir les tâches auxquelles on la destine.

Négation du rôle historique du Proletariat

Non seulement l'alliance du prolétariat avec la petite-bourgeoisie n'aboutit à aucune solution favorable à celle-ci, mais elle retarde le développement de conditions favorables à la lutte révolutionnaire.

Faire dépendre la victoire du prolétariat de son alliance avec les forces réactionnaires de la petite et moyenne bourgeoisie, et non de l'usage intégral de ses armes de lutte traditionnelle, c'est dénier au prolétariat son rôle de protagoniste de l'histoire.

L'alliance proposée par les 81 n'est qu'une copie des fameux fronts uniques avec les sociaux-démocrates au niveau politique ou même étatique, comme ce fut le cas pour cet autre mot d'ordre fameux du « gouvernement ouvrier » qui sombra misérablement en Saxe et en Thuringe (1). Le front unique se transforma ensuite en front populaire, c'est-à-dire qu'il s'étendit jusqu'à la moyenne bourgeoisie, jusqu'à prendre ouvertement en mains, comme en France, la défense de l'Etat, et donc le sort du capitalisme. A ce moment-là également, les soi-disant partis communistes proclamèrent la nécessité inéluctable de s'allier avec d'autres classes, en soutenant que cela aurait favorisé et facilité le cours de la révolution ; aujourd'hui, la dure leçon des faits a prouvé que tout cela ne faisait que préluder au désarmement ultérieur du prolétariat en vue de la seconde guerre impérialiste.

Aucune alliance du prolétariat et de la petite et moyenne bourgeoisie, comme aucune alliance avec l'aristocratie ouvrière n'ont jamais fait faire un seul pas en avant à la révolution. Les dures et sanglantes leçons du passé, même le plus récent, ont au contraire démontré que ces pseudo-manœuvres ont seulement contribué à la conservation sociale, à éloigner de plusieurs décades la révolution prolétarienne.

Les blocs

Dans le domaine tactique, ce sont encore les pratiques pernicieuses de la Seconde Internationale et de l'Internationale deux et demie qui prévalent. L'opportunisme « communiste » réclame des actions communes avec la social-démocratie et se prononce « en faveur de la collaboration avec les partis socialistes ». Il renie complètement l'œuvre internationale des bolchéviks qui mirent tout en œuvre pour débarrasser le prolétariat occidental du virus social-démocrate.

Au nom de la démocratie et de la paix, les 81 font rentrer par la fenêtre l'ennemi chassé par la porte :

« *La cause de la paix et du progrès social exige, à l'échelle nationale et internationale, l'unité de tous les mouvements démocratiques de masse. Elle ne peut être obtenue que sur le terrain de l'unité d'action dans la lutte pour*

(1) Sous la direction de Zinoviev, les communistes allemands formèrent avec les socialistes et les indépendants un gouvernement de majorité parlementaire. La perspective officielle de l'exécutif de l'IC était que les masses entreraient tôt ou tard en lutte pour la dictature parce que les alliés opportunistes du P.C. se démasqueraient. En réalité, il suffit d'une opération de police pour éliminer ce cabinet « ouvrier » légal. N'ayant rien compris, comme il était prévisible, les masses ne bougèrent pas.

le maintien de la paix et de l'indépendance nationale, la sauvegarde et l'extension des droits démocratiques, l'amélioration des conditions de vie et le développement des droits sociaux des travailleurs ». « Les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier exigent impérieusement que les *partis sociaux-démocrates et communistes prennent la voie d'actions communes* sur le plan national et international afin d'obtenir l'interdiction immédiate de la fabrication et de l'emploi des armes et des expériences nucléaires, la création de zones désatomisées, le désarmement général et intégral sous contrôle international, la suppression des bases militaires sur les territoires étrangers, le retrait des troupes étrangères, l'appui aux mouvements de libération nationale des pays dépendants et coloniaux. Des actions communes sont également nécessaires *pour garantir la souveraineté nationale, renforcer la démocratie et écarter le danger fasciste, pour élever le niveau de vie des travailleurs, et réduire la semaine de travail en maintenant les salaires, etc...* »

La Gauche marxiste internationale, en Italie en particulier, a toujours repoussé tout « bloc » avec d'autres partis ou fractions soi-disant ouvriers, et même toute alliance, même passagère. Lorsque la III^{me} Internationale inaugura cette pratique, la Gauche Communiste (I) dénonça énergiquement la déviation et en montra le danger. La suite des faits n'a que trop démontré la justesse de sa position, puisque l'Internationale s'est progressivement enfoncée dans la collaboration de classe. Lorsque pendant la seconde guerre mondiale elle décida sa propre dissolution pour complaire à l'impérialisme mondial, l'Internationale n'avait plus aucune valeur pour le prolétariat puisqu'elle avait depuis longtemps renoncé à la lutte révolutionnaire. Sous le prétexte que l'essentiel était la « guerre contre le fascisme », le prolétariat dut sacrifier sa solidarité internationale de classe à l'union sacrée avec la bourgeoisie de chaque pays. Telle fut la « justification » que l'Internationale donna de son honteux sabordage et qui équivalait à reconnaître le principe de la « défense de la patrie » et donc à commettre la même trahison que les partis de la II^{me} Internationale en 1914.

Pendant et après la première guerre mondiale, Lénine et toute la gauche communiste internationale ont voulu la scission des partis sociaux-démocrates afin que le mouvement ouvrier soit épuré de la gangrène opportuniste qui avait conduit à l'union sacrée de guerre. Les 81, eux, renient cette scission salutaire :

« *Après avoir surmonté la scission dans son propre camp et réalisé l'unité d'action dans tous les secteurs, la classe ouvrière de nombreux pays pourra*

(1) Ce terme peut être appliqué, dans son sens le plus général, aux diverses fractions qui, au sein de l'Internationale, et en particulier au sein du parti bolchévik russe, défendirent l'internationalisme et la conception marxiste de la lutte des classes et du socialisme contre la déviation stalinienne. Mais aucune de ces fractions, dont la plus fameuse fut celle de Trotsky, n'exerça une critique, ne mena une lutte aussi acharnée contre la pratique opportuniste que le courant marxiste qui avait fondé le Parti Communiste d'Italie mais fut privé de sa direction par une intervention de Moscou en faveur de la fraction douteuse des Togliatti et Gramsci. C'est à cette intransigeance et à ce courage qu'elle doit d'être la seule survivante d'un long processus de désagrégation de toutes les oppositions anti-staliniennes.

porter un dur coup à la politique des milieux gouvernants, les contraindre à cesser de préparer une nouvelle guerre, repousser l'offensive du capital monopoliste et donner satisfaction à ses revendications démocratiques les plus vitales et les plus urgentes. »

Caractère national ou international de la lutte prolétarienne

Le Manifeste des 81 affirme : « Tous les partis marxistes-léninistes sont indépendants, jouissent de droits égaux et élaborent leur politique en partant des conditions concrètes de leur pays et en s'inspirant des principes du marxisme-léninisme ». C'est là dénier complètement à la lutte prolétarienne son caractère international et internationaliste. L' « indépendance » en question n'est rien d'autre que la subordination des prolétaires aux intérêts des classes dominantes de leurs pays respectifs. Des partis vraiment communistes n'aspirent à aucune « indépendance », dans ce sens qu'ils savent dépendre entièrement de la lutte mondiale des classes et qu'ils suivent donc avec discipline la tactique et la stratégie qui découlent de la vision organique que le parti prolétarien mondial a du processus révolutionnaire.

La conception nationaliste du parti que les 81 proposent aux prolétaires dérive de la théorie de la « création du socialisme dans un seul pays » qu'ils ont fait passer pour marxiste pendant des dizaines d'années et d'où est sortie l'actuelle théorie sur les « voies multiples au socialisme ». Non seulement cette dernière est fautive et renégate, mais elle contredit la pratique « concrète » de l'opportunisme quand, comme nous l'avons vu, il prétend donner au prolétariat mondial un objectif unique, « la lutte pour l'indépendance nationale, la paix et la démocratie ».

Les voies de la contre-révolution sont multiples, celle de la révolution est une. C'est la prise violente du pouvoir par le prolétariat guidé par le parti communiste mondial ; c'est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'instauration d'un Etat de classe : tout changement dans ce programme ne vise qu'à détourner le prolétariat de sa voie maîtresse et à retarder la révolution mondiale.

Guerre impérialiste et guerre de classe

Tout ceci ne signifie pas que l'on doive « exporter la révolution » comme aiment à dire les opportunistes bien que la fautive théorie de l'« exportation de la révolution » soit encore infiniment supérieure à leur pacifisme douteux par la passion et la violence révolutionnaires dont elle est chargée. La révolution ne s'exporte pas parce qu'elle ne résulte pas d'une simple volonté, mais d'une combinaison heureuse de conditions subjectives et de la crise objective du capitalisme. Par contre, l'opportunisme aide l'impérialisme à « exporter » la contre-révolution, ce qui, comme on peut aisément le constater, est un des principaux moyens de la faire triompher. Par exemple, ce n'est

pas à la suite d'une maturation de conditions favorables que les pays de l'Est européen sont parvenus à leur prétendu « socialisme », mais à la suite de l'intervention armée de la Russie « soviétique ». C'est que l'opportunisme ne répudie la violence que lorsqu'elle est révolutionnaire. Quand il s'agit de prévenir ou d'écraser la révolution, il en fait large usage, comme l'exemple des pays balkaniques le prouve : pourquoi l'armée les a-t-elle occupés, si ce n'est pour étouffer les sursauts de classe qu'une guerre terrible risquait de provoquer et pour permettre aux mécanismes économiques et politiques du capitalisme de se remettre en marche sans conflits violents ? Si les prolétaires allemands crurent pouvoir commencer la « construction du socialisme » lors de l'arrivée de la fausse « armée rouge », ils s'aperçurent bien vite que l'occupant avait seulement intérêt au rétablissement de l'ordre indispensable à une reprise de la production dans le vieux cadre capitaliste ; là où des Conseils ouvriers avaient été constitués pour poser et défendre les revendications du prolétariat, ils furent en effet dissous.

Dans les pays tombés sous la coupe des armées occidentales, l'occupation eut exactement la même fonction de conservation sociale.

Les sarcasmes opportunistes sur l'« exportation de la révolution » ont donc pour but non pas de repousser une théorie erronée, mais de convaincre les ouvriers et la bourgeoisie elle-même que jamais le prolétariat ne recourra à la guerre révolutionnaire. Face à cette trahison, les véritables communistes proclament hautement qu'ils ne rejettent pas *par principe* une guerre socialiste contre les grands centres impérialistes ; mais dans une telle guerre, le facteur décisif serait la lutte des prolétaires des pays encore soumis au capitalisme, et non pas l'intervention des dictatures prolétariennes déjà instaurées.

Le véritable parti communiste a la ferme décision de combattre le capitalisme par la violence révolutionnaire et de le détruire. L'opportunisme constate seulement sa « décadence et sa désagrégation » et le rôle de garde-blanc des Etats-Unis ; au lieu de se préparer à lui porter le coup décisif, il s'emploie à en corriger les vices et à en guérir la maladie mortelle.

Violence de classe et prise du pouvoir

Les partis opportunistes nient absolument ce caractère violent de la révolution, même s'ils en parlent encore. Ils se définissent des « forces de paix » s'opposant aux « forces de guerre » de l'impérialisme. Ils osent proclamer que, sauf exceptions rares, la « voie au socialisme » passe aujourd'hui par la paix sociale, la démocratie et même le parlementarisme. Nous citons textuellement :

« Etant données les conditions qui règnent actuellement dans divers pays capitalistes, la classe ouvrière dirigée par son avant-garde a la possibilité d'unir la majorité du peuple dans un front ouvrier et populaire ou de réaliser d'autres formes d'accord et de collaboration politique entre les divers partis et les diverses organisations sociales. Elle peut conquérir le pouvoir d'état

sans guerre civile et assurer le transfert des principaux moyens de production aux mains du peuple. S'appuyant sur la majorité du peuple et repoussant résolument les opportunistes incapables de renoncer à une politique de collaboration avec les capitalistes et les propriétaires fonciers, la classe ouvrière a la possibilité de vaincre les forces réactionnaires et anti-populaires, de conquérir une majorité stable au parlement, et de transformer celui-ci d'instrument des intérêts de classe de la bourgeoisie en un instrument du peuple travailleur. Elle peut déclencher de vastes luttes de masses hors du parlement, briser la résistance des forces réactionnaires et créer les conditions nécessaires pour la réalisation pacifique de la révolution socialiste ».

Pour le marxisme, au contraire, tant qu'une fraction quelconque du globe restera sous la domination du capitalisme, la guerre de classe sera nécessaire pour l'instauration du socialisme, et il ne cessera de la revendiquer.

Le front ennemi n'est homogène ni du point de vue social, ni du point de vue politique parce que tous les pays capitalistes n'ont pas la même maturité. Le secteur le plus faible de ce front est l'Europe occidentale à haut potentiel industriel et forte concentration prolétarienne : c'est pourquoi l'impérialisme pratique à son égard une politique « d'aide » économique et politique, qu'on doit naturellement comprendre comme une manœuvre pour la conservation du régime bourgeois.

On ne peut appliquer aux pays industrialisés la « double tactique » prévue par Marx pour l'Allemagne de 1848 et appliquée par Lénine à la Russie de 1917, c'est-à-dire la lutte pour la destruction de l'absolutisme et la conquête de la « démocratie » et des « libertés politiques », puis la lutte pour la destruction du régime bourgeois démocratique et l'instauration du socialisme.

Dans les pays industrialisés, il n'y a qu'une seule tactique, et son but direct est le socialisme.

La dictature du prolétariat

Le mot d'ordre sur lequel le prolétariat doit se battre est : *dictature du prolétariat et du parti communiste* et non pas *dictature démocratique du prolétariat et des paysans*.

Ce dernier mot d'ordre a été lancé par Lénine avant même la révolution de 1905 et, répondant aux tâches bourgeoises de la révolution russe, il ne prétendait nullement constituer une solution générale du problème révolutionnaire, bien qu'il n'ait pas non plus été spécifiquement russe. En effet, à l'époque du capitalisme avancé, le prolétariat de tout pays arriéré peut et doit, quand les conditions l'exigent, remplir une double tâche révolutionnaire; il suffit pour cela qu'il soit guidé par un parti solidement attaché au marxisme, dont l'importance décisive a été montrée précisément par la révolution russe passant en quelques mois de la phase démocratico-bourgeoise à la phase prolétarienne et socialiste.

C'est la prédominance de la population rurale en Russie qui a rendu nécessaire l'alliance du prolétariat, non pas avec « les paysans » en général, c'est-à-dire la petite bourgeoisie rurale et à plus forte raison les paysans riches, comme le suggère l'opportunisme, mais avec les paysans pauvres, le prolétariat agricole et les journaliers, comme Lénine l'a toujours dit. Mais l'opportunisme se moque de ces distinctions de classes et prétend justifier sa tactique par des généralisations abusives d'aspects contingents de la révolution russe.

Pour les marxistes, la révolution russe n'a ni découvert de nouveaux principes, ni employé de méthodes originales, ni inventé de solutions nouvelles. La révolution russe est tout entière impliquée dans le marxisme le plus orthodoxe, sinon le parti communiste n'aurait pu la vouloir, la prévoir et la diriger. Ne pouvant nier qu'elle ait exalté l'intransigeance dans les principes, les méthodes anti-démocratiques de lutte et la dictature du prolétariat, l'opportunisme tente de présenter la révolution bolchévique comme une « expérience » unique, isolée de tout le contexte international de la lutte de classe.

Les communistes revendiquent au contraire *toute* la tradition bolchévique comme un exemple que la crise révolutionnaire de la société imposera au prolétariat *mondial* de suivre.

La voie vers le socialisme est unique

A mesure que le capitalisme généralise les conditions de la lutte révolutionnaire, la tactique communiste se simplifie. Le parti prolétarien n'a rien à découvrir ni à apprendre des diverses « situations » : il a à appliquer ses méthodes propres et à rester fidèle au marxisme, condition *sine qua non* de la victoire finale.

Chaque fois que sous le prétexte d'atteindre plus facilement des objectifs révolutionnaires, on s'est éloigné même d'un seul pas de la théorie et des principes marxistes, on a glissé vers les trahisons les plus honteuses, et la révolution en a été retardée. La tactique manœuvrière de l'opportunisme recherchant toujours de soi-disant « points d'appui » au sein de la classe adverse elle-même, est toujours en quête d'une « gauche » avec laquelle s'allier, même s'il lui faut aller la prendre dans le camp ouvertement contre-révolutionnaire de la grande-bourgeoisie.

La Gauche communiste d'Italie (1) s'est toujours battue résolument contre ce machiavélisme tactique qu'elle a dénoncé comme une des caractéristiques capitales de l'opportunisme. C'est le seul courant qui ait appliqué une tactique révolutionnaire conséquente pendant qu'il possédait encore une influence

(1) Cette revue se réclame des traditions du marxisme italien, faute d'avoir pu découvrir une réaction marxiste et révolutionnaire conséquente à l'opportunisme stalinien dans l'histoire du PCF.

sur le mouvement ouvrier, traçant de façon exemplaire les schémas tactiques généraux du mouvement révolutionnaire (2) et élevant de manière incomparable la capacité de lutte du prolétariat.

Au contraire, l'opportunisme a subordonné le prolétariat mondial au capitalisme, ce qui prouve bien qu'il était son pire ennemi, car le capitalisme seul n'y aurait pas réussi. L'opportunisme demande au prolétariat de rejeter la praxis révolutionnaire sous prétexte qu'elle aurait vieilli ; mais tout ce qu'il propose pour la remplacer, ce sont des schémas surannés, des méthodes archaïques et archi-connues de l'ennemi de classe, et il ne peut même pas se vanter du moindre succès partiel, ni, à plus forte raison, de la moindre tentative de frapper le capitalisme au cœur.

Dans un avenir proche, le prolétariat se retrouvera placé devant l'alternative révolutionnaire *capitalisme ou socialisme* et le destin de l'espèce humaine se décidera à nouveau pour de longues décades. Le parti de classe a donc dès aujourd'hui le devoir impérieux de disputer à l'opportunisme toutes ses positions au sein du mouvement prolétarien. Il doit lui arracher le monopole de la théorie marxiste qu'il prétend mensongèrement posséder afin de reconquérir les positions qui lui permettront de lancer le mouvement de classe contre le capitalisme, jusqu'à ce que le capitalisme soit détruit.

(2) Nous publierons dans un prochain numéro les intéressantes *Thèses sur la Tactique* présentées au deuxième Congrès du Parti Communiste d'Italie en 1922, approuvées par l'ensemble du Parti, mais critiquées par la direction opportuniste de l'IC et finalement reniées par les Togliatti, les Gramsci et tous les « centristes » du parti qui n'avaient pourtant fait aucune réserve en 1922, alors que Moscou ne les avait pas encore hissés à la direction du parti.

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE A NOS JOURS

(suite du n° 15)

Langage ouvert et sûr.

Lénine vient d'achever la lecture du *Décret sur la terre* et du *Mandat Paysan*, et il lève les yeux sur l'assemblée frémissante.

« On entend affirmer ici que le décret et le Mandat ont été rédigés par les socialistes révolutionnaires. *Soit.* Qu'importe qui les a rédigés ? En tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons passer outre à une décision des masses populaires, même si nous ne sommes pas d'accord avec elles. Au feu de la vie, au cours de l'application pratique du décret aux diverses localités, les paysans comprendront eux-mêmes où est la vérité. Et même s'ils continuent à suivre les SR, même s'ils donnent la majorité à ce parti dans l'Assemblée Constituante, nous dirons encore : *soit !* La vie est la meilleure maîtresse et elle montrera qui a raison. Que les paysans partent eux-mêmes d'un extrême pour résoudre la question ; nous, de notre côté, nous la résoudrons en partant d'un autre extrême ! » (Écoutez ! Le commentaire est de nous, non du congrès d'alors !...) « Les paysans ont appris quelque chose durant les huit mois de notre révolution. Ils veulent résoudre eux-mêmes la question de la terre. Qu'ils le fassent selon notre programme ou selon le programme SR, là n'est pas l'essentiel. L'essentiel est que les paysans aient la conviction que les propriétaires fonciers n'existent plus dans les campagnes, que les paysans résolvent eux-mêmes toutes les questions, qu'ils règlent eux-mêmes leur vie. » (*Applaudissements retentissants.*)

Quels étaient les termes de la rencontre, en partant des deux « extrêmes » ? Le décret commence ainsi : « La propriété foncière de la terre est immédiatement abolie sans aucune indemnité. » Ici, les SR ont capitulé ; un décret rédigé par eux aurait dit : « La propriété et même les domaines de l'État passent aux paysans qui travaillent la terre » ; ou encore : « Passe aux municipalités rurales qui la répartiront de façon égalitaire entre les familles paysannes. » Il n'en reste pas moins que la victoire bolchévique fut purement théorique.

Le second article dit que toutes les terres et les stocks seront mis à la disposition des comités agricoles mandatés et des soviets paysans locaux jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante. De là l'allusion de Lénine à la fin de son discours ; mais si les Bolchévicks et les SR y avaient été battus, il aurait immédiatement décrété la dissolution de cette assemblée.

Lors de la paix de Brest-Litowsk, les SR rompirent l'accord gouvernemental, prirent les armes et furent battus. Doit-on croire que Lénine avait prévu tout cela et que dans son discours au second congrès pan-russe il se jouait de ses auditeurs et des alliés ? Hypothèse stupide ! Le parti était dirigé

de façon à rester au-dessus de tels accidents et à se passer rapidement de l'appui du parti SR et même, au terme d'un certain délai historique, de l'alliance paysanne. Il était suffisamment trempé pour ne pas commettre la sottise d'abandonner le pouvoir sur un vote de la Constituante, ou même d'un congrès des soviets sans affronter l'épreuve de force.

Le troisième article du décret contient des mesures radicales contre les paysans qui, dans leur précipitation à occuper les terres confisquées par le Soviet local, endommageraient les instruments de travail ou les cultures.

Le quatrième article rappelle le Mandat.

Le cinquième et le sixième (ce fut un succès des SR) préservent « les simples paysans et les cosaques » de toute confiscation de terres.

Le *Mandat* fait à nouveau allusion à l'Assemblée Constituante. Il formule le principe de la nationalisation de toute la terre qui « devient patrimoine de tout le peuple et passe en jouissance à ceux qui la travaillent ». Au nom de ce principe socialiste-révolutionnaire de la « jouissance », les impôts et les prestations en nature ou en espèces sont supprimés pour les paysans. Le *Mandat* sanctionne le passage du grand capital agricole à l'Etat, du moyen capital à la commune agraire, et du petit capital aux paysans qui ont peu de terres. Cette formule est une formule de compromis : du partage de la terre, on passe à celui du capital ; mais la première est éternelle et pas le second.

Le travail salarié est interdit. On n'admet que la gestion familiale et coopérative. La terre confisquée est partagée par les soins des communes locales, selon le principe de la jouissance égale, mais la technique de gestion est déclarée libre. Des partages périodiques des terres sont prévus. Ici, réapparaît une institution pré-bourgeoise caractéristique du *Mir* (1) qui a survécu jusqu'au XX^e siècle chez les peuples asiatiques et germaniques. C'était l'idéal des populistes qui la confondaient grossièrement avec le socialisme. Depuis, des centaines de partis, des catholiques aux républicains et aux fascistes, ont commis la même erreur.

Cohérence totale avec le marxisme.

La lettre que Lénine envoya le 2 décembre à la *Pravda* était évidemment destinée à dissiper la perplexité de nombreux bolchéviks qui craignaient que le parti n'ait fait des concessions de principe.

Lénine y explique qu'il a rassuré le congrès paysan en lui montrant la possibilité d'une alliance « honnête » entre bolchévicks et SR, ouvriers salariés et paysans, possibilité absolument exclue entre les classes exploitées et la bourgeoisie.

Citant Kautsky « quand il était encore Marxiste » (2), Lénine montre que

(1) Commune rurale autonome à propriété collective.

(2) Membre de la gauche du parti social-démocrate, il renia ses premières convictions lors de l'éclatement de la première guerre impérialiste.

les mesures de transition vers le socialisme ne peuvent être les mêmes dans un pays de petite agriculture que dans un pays de grande agriculture.

Il rappelle quelles sont les mesures qui intéressent les ouvriers salariés : « Contrôle ouvrier sur les usines en attendant leur expropriation ; nationalisation des banques ; création d'un Conseil Supérieur réglementant et dirigeant toute l'économie du pays. » Ces conditions une fois assurées « pour que le socialisme remporte la victoire », les ouvriers « ont l'obligation de consentir aux mesures transitoires proposées par les petits paysans travailleurs et exploités ».

Un SR de gauche demanda à Lénine ce qu'il ferait, au cas où il aurait la majorité à la Constituante, si la bourgeoisie s'opposait au partage de la terre. Lénine était assez patient pour ne pas lui répondre que sous peu il n'y aurait plus ni fraction bourgeoise à la Constituante, ni Constituante même. En bon dialecticien, il lui répondit que les Bolchévicks voteraient pour la proposition SR, après avoir fait une déclaration conforme à leurs doctrines marxistes en matière agraire : « Nous exprimerons notre désaccord théorique avec la formule de la jouissance égalitaire de la terre ». Mais celle-ci ne devait pas nuire à la cause du socialisme si le pouvoir restait dans les mains d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Combien de temps dura le compromis ?

Evidemment, dans le plan de Lénine, la tolérance à l'égard des petites parcelles aurait été rapidement dépassée si une victoire des communistes européens avait mis dans les mains du prolétariat vainqueur des capitaux importants qu'il aurait pu destiner à l'agriculture et déverser spécialement dans les campagnes russes. A défaut de cette aide, il fixait la limite de vingt ans à la Russie pour disposer d'un pareil capital industriel étatisé et faire prévaloir la grande culture, comme dans les terres dont le Mandat paysan lui-même prévoyait le passage à l'Etat « non seulement en propriété, mais aussi en jouissance ».

Comment le compromis de 1917 se traduit-il dans l'agriculture russe actuelle ? Aujourd'hui, la gestion étatique (sovkhoses) est largement minoritaire. La gestion coopérative a-t-elle prévalu sur la gestion familiale ? Toutes deux se sont mêlées dans le kolkhose où terre et capital (qui ne reviennent pas « en jouissance » à l'Etat, le capital et les maisons n'étant même pas sa propriété) se subdivisent entre les grands lots collectifs du kolkhose (où pratiquement les kolhosiens travaillent comme salariés) et la somme des petits lots familiaux dans lesquels la formule de la « jouissance égalitaire » triomphe. Sans doute, Lénine s'était-il résigné à cette jouissance égalitaire mais certes pas avec la perspective qu'elle durerait quarante ans. Loin de vouloir la « consolider », il entendait au contraire l'éliminer progressivement.

Aux Congrès de Moscou, on raconte beaucoup d'histoires sur l'économie russe, mais on ne fournit pas les données permettant de mesurer l'importance relative de la gestion étatique, coopérative et familiale, ni les grandeurs rela-

tives à la terre cultivée, à sa fertilité, au capital qui y est investi et à la force de travail qui y est appliquée.

Nous pouvons tenter de mesurer ces données et, ce qui importe encore davantage, rechercher la courbe de leur évolution. Mais dès maintenant, une chose est certaine : aucune des trois formes n'est une forme socialiste, depuis que le pouvoir soviétique a tourné le dos à la révolution communiste internationale.

La déclaration des droits.

La veille de la convocation de la Constituante, la *Pravda* publia un projet de déclaration « des droits du peuple travailleur et exploité » rédigé par Lénine à la fin de décembre 1917 et adopté par le Comité Exécutif Central élu par le deuxième Congrès pan-russe des Soviets et formé de Bolchévicks et de socialistes-révolutionnaires. Le texte est rédigé comme si la Constituante devait l'adopter. Or la Constituante fut dissoute dans la nuit du 17 au 19 janvier. Pourquoi Lénine l'a-t-il donc rédigé de cette façon ? C'est ce que l'article publié par lui dans la *Pravda* le 25 décembre 1917 à propos de la Constituante fera aisément comprendre. Parfaitement dans la ligne marxiste des thèses d'avril 1917 cet article conclut par deux hypothèses : ou bien l'Assemblée reconnaît le pouvoir soviétique et se dissout en transmettant ses pouvoirs au Comité Exécutif Central élu par le Congrès des Soviets ; ou bien « la crise ne peut être résolue que par la voie révolutionnaire, les mesures révolutionnaires les plus énergiques... quels que soient les mots d'ordre et les institutions derrière lesquels la contre-révolution se retranchera, y compris celui de l'Assemblée Constituante. » C'était parler clairement.

La dernière phrase de l'article dit : « Toute tentative de lier les mains au pouvoir soviétique dans cette lutte serait une aide à la contre-révolution. » Au lieu de voter le projet, la majorité de la Constituante refusa de le prendre en considération : c'est qu'il signifiait « constituez vite, et disparaissez ! », ce que l'Assemblée qui rassemblait en son sein les social-traitres ne pouvait évidemment approuver. A la fin du texte (avant l'article sur les nationalités proposé, dit-on, par Staline) on pouvait en effet lire : « Le pouvoir doit appartenir entièrement et exclusivement aux masses travailleuses et à leurs représentants plénipotentiaires, le Soviet des délégués ouvriers, soldats et paysans. Reconnaisant le pouvoir soviétique et les décrets du Conseil des Commissaires du Peuple, l'Assemblée Constituante considère qu'elle a achevé sa tâche en établissant les bases fondamentales pour la transformation socialiste de la société. »

Le 19 au soir, la comédie était terminée. Les honorables Constituants furent renvoyés chez eux avec quelques coups de pieds au derrière et sans « bains de sang » par les marins rouges appelés à protéger l'Assemblée.

Du 23 au 31 se réunit le troisième congrès pan-russe des Soviets. Son premier acte fut de ratifier d'enthousiasme la dissolution de la Constituante. Puis le 24 janvier 1918, il ratifie la « Déclaration des Droits du peuple » proposée

par Lénine. On n'eut même pas le temps de corriger la forme initiale de chaque article : le nuage de Brest-Litowsk était à l'horizon. C'est seulement le V^e Congrès du Parti qui, dans sa séance du 10 juillet 1918 adopta la Constitution complète, dont la déclaration de Lénine adoptée au 3^e Congrès le 24 janvier de la même année forme la première partie.

Révolutions et constitutions bourgeoises.

Toute la façon dont les Bolchévicks posent la question historique démontre comment le parti communiste qui avait fait une révolution prolétarienne dans la forme dictatoriale la plus décidée et en proclamant ouvertement son programme social construit un appareil d'Etat apte à fonctionner dans l'intérêt des classes travailleuses, tout en sachant qu'il fonctionnera sur un terrain social qui n'est même pas encore devenu complètement capitaliste et qui ne le deviendra pas de longtemps.

Après la chute du Tsar et du féodalisme en février 1917, la Russie ne s'était pas donné une constitution semblable à celle des autres pays qui avaient rompu les entraves du système féodal et despotique.

De ce point de vue, la Constitution que les Bolchévicks préparent pour la Russie est semblable à celles des révolutions anglaise et française qui les appuyèrent sur une « Déclaration des Droits de l'Homme », puis de l'homme et du citoyen. Mais une des premières critiques du marxisme concerne précisément cette position idéologique par laquelle la bourgeoisie démontra qu'elle croyait son système conforme « à la nature elle-même », et qu'il suffisait de renverser certains obstacles pour que ces principes de droit soient reconnus et que l'humanité future s'y adapte sans difficultés, dans l'égalité et la paix générales. Marx jeune affirma et trouva que l'homme et le citoyen dont les Constitutions sanctionnent les droits sont l'Homme de la société bourgeoise, le Citoyen de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire des membres de la classe bourgeoise, détenteurs de richesses économiques et du pouvoir politique.

Là où ce bond a eu lieu, la révolution socialiste n'aura pas à copier les constitutions des révolutions bourgeoises, prétendues images de prétendus « modèles » naturels, qui seront bons pour le musée Grévin.

La révolution socialiste ne formulera pas de droits personnels nouveaux. Elle déploiera la force d'une nouvelle classe dominante qui aura besoin d'un dernier appareil d'Etat et donc d'une dernière constitution et donc d'un droit positif, à seule fin d'assurer la nouvelle domination de classe, tout en sachant que tout cela disparaîtra à mesure que les différences de classes seront éliminées — ce qui demandera un assez long délai.

Programmatiquement, même en Russie, la révolution avait cette tâche ; ce n'était pas une tâche « territoriale », mais bien une fraction de la tâche mondiale de la classe prolétarienne qui ailleurs était encore soumise à la dictature du capital ; territorialement, pour ne pas dire nationalement, cette révolution doit avoir un droit et une Charte fondamentale comme l'Angleterre, l'Amérique, la France et tous les autres pays modernes — c'est là sa

tâche bourgeoise. On pouvait et on sut payer cette dette historique sans renier la position marxiste intégrale. La déclaration russe, contrairement à celles du XVIII^e siècle, n'ignora pas la dynamique sociale des classes, et par ailleurs elle n'admet pas que le contenu de la révolution soit seulement politique et juridique. Elle traduit la formule qui n'est ni celle des vieilles révolutions, ni celle des futures révolutions socialistes : dictature démocratique des ouvriers et paysans dans une proclamation de caractère juridique mais qui, au lieu de s'arrêter aux droits de chaque habitant et citoyen de Russie, affirme des revendications historiques de classe. La formule des « droits du peuple travailleur et exploité » est historiquement hybride, mais socialement impeccable.

Pour les Chartes bourgeoises, société, peuple et Etat ont les mêmes limites, et même les classes déchues comme la noblesse sont comprises dans « le peuple » et bénéficient des droits personnels, une fois les ordres détruits. C'est pourquoi, dès 1840, Marx indique comment parmi ces « droits », la Constitution de 1793 inclut, outre la liberté, l'égalité, également la sécurité, la propriété qui intéressent seulement les minorités possédantes et ceci *contre* le reste de la société.

La révolution russe, historiquement hybride doit, en 1917, porter pour encore au moins une génération le fardeau de la notion de « peuple », du moins dans la terminologie ; mais avant de s'en charger, il l'a divisé en deux : il a chassé les propriétaires et les bourgeois hors de la constitution, et il a fait de celle-ci la sauvegarde des droits des seuls « travailleurs » et « exploités ». Le second terme plutôt ambigu embrasse à la fois les salariés et les petits paysans, les paysans « pauvres », mais non dépourvus de toutes réserves comme les ouvriers.

La déclaration de 1918.

Dans un pays capitaliste pleinement développé, si le prolétariat parvenu au pouvoir doit promulguer une Charte (qui n'aura naturellement aucun caractère éternel, même sous l'angle purement juridique), celle-ci parlera non pas de *Peuple*, mais de *Classe*. Même s'ils peuvent être désignés en général comme des « travailleurs » et des « exploités », les petits propriétaires et les petits producteurs seront exclus des « droits » constitutionnellement définis, parce que ce seront ceux de la seule classe sur laquelle le pouvoir révolutionnaire s'appuiera, c'est-à-dire le prolétariat. La déclaration sera donc une déclaration des droits du salarié, et elle pourra être nécessaire dans la mesure où après la révolution politique, le salariat lié à l'échange mercantile survivra encore quelques temps.

La Constitution de 1918 enregistre la longue survivance prévisible de formes non seulement non socialistes, mais encore moins évoluées que les formes bourgeoises. Elle n'en fut pas moins un puissant moyen d'agitation intérieure et internationale, les constitutions des Etats bourgeois même les plus avancés n'ayant jamais osé *interdire l'exploitation*. Pour aussi insuffisantes qu'elles aient été du point de vue marxiste, les formules soviétiques de « sup-

pression de l'exploitation de l'homme par l'homme » — « qui ne travaille pas ne mange pas » — « qui ne travaille pas ne vote pas » remplirent d'enthousiasme les jeunes prolétaires du monde entier. Sans renier ces enthousiasmes généreux, les militants d'un parti marxiste doivent savoir que le contenu de la révolution communiste à qui il appartient de détruire le capitalisme moderne ne pourra jamais être enfermé dans une déclaration de droits et principes juridiques, à ne pas confondre avec les principes politiques de parti, qui ont une valeur scientifique.

Buts et moyens.

Dans sa version définitive, le premier titre de la Déclaration soviétique définit les buts déjà atteints et n'appelle aucun commentaire.

Le second titre établit les buts sociaux que la République soviétique devra atteindre dans l'avenir. L'article 3 en donne une première liste. *Suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme* : elle prend acte du fait que dans la société russe cette exploitation existe et doit être éliminée. Nous ne reviendrons pas ici sur la faible valeur scientifique de l'expression.

Suppression totale de la division de la société en classes. Ce point contient à lui seul tout le programme socialiste. Quand il sera réalisé, il n'y aura plus, selon notre doctrine, ni Etat ni Constitution.

Répression inexorable de la résistance des exploités. C'est là tout le contenu de la dictature de classe, les exploités existent, tout comme l'exploitation. S'ils s'opposent non tant aux mesures sociales qu'à leur propre privation de tous droits politiques, et de tout pouvoir, ils seront inexorablement réprimés. Bien autre chose, donc, que la Constitution stalinienne de 1936, qui prétendait qu'il n'y avait plus en Russie ni exploitation, ni exploités.

L'établissement d'une organisation socialiste de la société et la victoire du socialisme dans tous les pays : les deux idées sont liées, le texte pose comme but la société socialiste non seulement en Russie, mais dans tous les pays. Par victoires du socialisme, nous entendons la prise du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire. Le concept réapparaît dans tous les textes de Lénine qui, à l'époque, croyait la victoire imminente en Europe. Donc, non seulement la déclaration ne dit pas que le socialisme existe déjà en Russie, mais elle ne le promet même pas isolément dans le territoire de celle-ci.

La déclaration continue par l'énumération des mesures suivantes :

a) Afin de réaliser la socialisation des terres, la propriété privée du sol est abolie, et toutes les terres sont considérées comme appartenant à l'ensemble de la nation et sont transmises aux travailleurs sans aucune indemnité aux propriétaires dépossédés, selon le principe de l'égalité dans la jouissance du sol.

b) Les forêts, les pâturages et les eaux qui ont une importance nationale, de même que les biens meubles et immeubles appartenant aux usines-modèles et aux grandes entreprises agricoles deviennent propriété nationale.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la nationalisation de la terre est une mesure immédiate dont le contenu n'est ni socialiste ni même capitaliste d'Etat aussi longtemps que la jouissance de cette terre reste fractionnée en entreprises distinctes.

c) Comme première étape vers la possession définitive de toutes les usines, ateliers, mines, chemins de fer et autres moyens de production par la République ouvrière, la Constitution sanctionne la loi sur le contrôle ouvrier et sur le Conseil Supérieur de l'économie nationale promulguée par les Soviets, afin de garantir le pouvoir des travailleurs sur les employeurs.

Il est inutile de souligner l'extrême modestie économique-sociale de cette mesure pratique. En substance, l'existence de gestions capitalistes privées dans l'industrie ne sera pas *anticonstitutionnelle dans l'avenir*.

d) La loi sur l'annulation des emprunts contractés par le gouvernement tsariste des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie est le premier coup porté au capital financier international. La victoire complète de l'insurrection prolétarienne contre la domination du capital ne pourra être obtenue que si les Soviets continuent à suivre la voie tracée par la dite loi.

e) La transmission des banques à l'Etat ouvrier et paysan est une des conditions pour l'émancipation des classes ouvrières du joug du capital.

f) Pour anéantir les classes parasites de la société, le travail est déclaré obligatoire pour tous.

g) Pour assurer la plénitude du pouvoir aux masses travailleuses et écarter définitivement la possibilité d'un rétablissement du régime des exploités, l'armement des ouvriers et des paysans, la formation de l'Armée Rouge socialiste et le complet désarmement des classes possédantes est décrété.

Cette partie finale est la plus importante. Déclarer que les classes privilégiées n'existent plus est une plaisanterie facile que la Constitution de 1936 ne se privera pas de faire. La position révolutionnaire consiste à compter avec leur survivance et de veiller à leur total désarmement par le prolétariat armé.

Le troisième Titre de la Déclaration concerne les questions internationales. La guerre impérialiste, qui n'était pas encore terminée, est déclarée « la plus criminelle de toutes les guerres ». La revendication d'abolition des traités secrets, l'organisation de la fraternisation sur le front et la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes « par des mesures révolutionnaires » sont répétées dans l'article 4. L'article 5 condamne l'impérialisme, la barbarie colonialiste et l'asservissement des peuples de couleur au capitalisme. L'article 6 ratifie les décisions de laisser libres la Finlande et l'Arménie et d'évacuer militairement la Perse.

Le Titre IV aborde la question intérieure des nationalités, après avoir rappelé le principe de la dictature, c'est-à-dire la privation absolue des exploités du travail d'autrui de tout droit politique. L'article 8 définit la question nationale. « Désirant créer une union libre et spontanée, et partant d'autant plus solide et durable, des travailleurs de toute la Russie, le Congrès se limite à déclarer les principes sur lesquels se fonde la Fédération de la République Socialiste des Soviets. Elle remet aux travailleurs et aux paysans de chaque nation le soin de décider librement, au sein de leurs congrès des

Soviets s'ils veulent participer au gouvernement et aux institutions fédératives de Russie, et sur quelles bases. »

Pour récapituler l'ensemble, nous dirons que la Déclaration des droits formule l'exigence de la dictature et au besoin de la Terreur contre les classes dépossédées du pouvoir, même si elle prévoit que celles-ci conserveront pendant longtemps encore des fonctions et des privilèges économiques. Elle prévoit la contre-révolution et les mesures nécessaires pour l'abattre : la consigne de l'histoire est de combattre, non pas de « construire » ; combattre veut dire avant tout détruire, surtout dans une guerre de siège, où, comme en Russie, l'ennemi resserrait son étreinte sur les deux grandes villes qui pouvaient bien produire des armes, mais non pas ravitailler la population et les combattants. Le premier problème était donc d'instituer une garde intérieure et une armée pour le front, et de les fournir en armes et en vivres. En juillet, avec la paix de Brest-Litowsk, la Russie est débarrassée de la guerre internationale, mais celle-ci n'est pas terminée dans le monde. Il faut donc lancer au prolétariat mondial une invitation à jeter les armes, à saboter l'impérialisme et à lancer l'attaque contre le capitalisme. Telle est la voie pour alléger l'effort militaire de la Russie révolutionnaire contre les assauts des Blancs soutenus par les puissances étrangères et surtout pour passer au socialisme, problème qui dépasse largement le cadre de la nation, surtout pour la Russie.

Ce qui ressort de tout cela, c'est qu'il n'existait alors aucune hâte à déclarer que le socialisme serait instauré à bref délai dans la production. Par contre, les problèmes politiques y étaient affrontés et résolus avec un esprit de classe révolutionnaire, en parfaite conformité avec le Marxisme.

Cette Déclaration montre donc combien est mensongère la thèse des staliniens selon laquelle Lénine aurait cru le prolétariat russe chargé non seulement de la guerre de classe, mais de la tâche absurde de construire le socialisme.

Ce terme équivoque a été introduit dans l'agitation en raison de nécessités historiques : mais ceux qui l'ont fait pouvaient le faire sans altérer le moins du monde la théorie, ni contaminer le parti révolutionnaire. On peut en dire autant de la fameuse abolition « de l'exploitation de l'homme par l'homme ». Au fond ces mots d'ordre étaient liés au « bloc » avec les SR qui fut conclu à la suite d'un vote et sur le papier, mais rapidement dissout à coups de fusil. Ce sont les SR qui prirent les fusils : ce fut la première fois dans l'Histoire que les traîtres à la révolution étaient vaincus, au lieu que le prolétariat fasse la même fin qu'en France en 1831, en 1848, en 1871 ; qu'en Allemagne en 1918, qu'en Hongrie en 1919 et dans tant d'épisodes tragiques. Dans la perspective populiste et socialiste-révolutionnaire (non seulement de Russie, mais de tous les pays ; non seulement de cette époque, mais de toujours), c'est un jeu d'enfant que de clore l'Histoire millénaire de l'exploitation sociale et d'instaurer le règne de l'égalité. On prend toute la terre, on prend tout le capital, et on les divise en autant de parties égales, qu'on remet à chaque citoyen. Il suffit de construire cette société paysanne dans les campagnes et, dans les villes une société fondée en somme sur le principe des sociétés par action, sinon vraiment artisanale comme il y a mille ans : d'un coup, voilà l'exploitation abolie, le socialisme édifié.

On ne pourra jamais démontrer que cette formule utopiste de la société soit historiquement réalisable et encore moins qu'elle pourrait se maintenir après sa réalisation. Pour les Marxistes, il est évident qu'une forme historiquement aussi absurde (et qui ne peut naître que dans les têtes de petits-bourgeois) non seulement ne contient aucun élément de socialisme, mais serait inférieure au capitalisme lui-même du point de vue de rendement social et même du volume, tant idolâtré aujourd'hui, de la production. C'est volontairement (et aujourd'hui les véritables marxistes le reconnaissent) que Lénine a utilisé des formules d'agitation répondant à la nécessité de composer politiquement avec les paysans. Si bien que même s'il a écrit vouloir édifier ou construire le socialisme en Russie, l'usage de ces expressions ne change rien à sa ligne intégralement marxiste, et ne doit pas nous induire en erreur.

Principes de la Constitution.

La Déclaration de Lénine, dont nous venons de parler, constituait donc le premier chapitre de la Constitution de juillet 1918. Le second chapitre est intitulé « Normes Générales de la Constitution de l'U.R.S.S. », elle contient encore quelques énonciations de principe qui doivent être relevées. On pourrait objecter que la Déclaration pouvait bien avoir pour objet une phase brève de transition, mais que les constitutions concernent un long avenir : celles d'Amérique et de France sont en vigueur depuis plus d'un siècle et demi, et toujours sottelement admirées.

L'article 9 du Titre V dit précisément que : « Pour la période de transition actuelle le devoir de la république (expression qui n'est pas marxiste, car elle implique une conception éthique de l'Etat, mais que Lénine a encore concédée) consiste à établir la dictature du prolétariat des villes et des villages sous forme d'un puissant gouvernement du Soviet national. » Ici, le centralisme passe ouvertement de la doctrine dans la législation positive.

Les finalités du gouvernement sont ainsi exposées : « Ce gouvernement central a pour but d'écraser la bourgeoisie ; d'anéantir l'exploitation de l'homme par l'homme, d'établir le socialisme dans lequel n'existeront ni classes ni pouvoir gouvernemental. »

Ces buts suivent une gradation historique : écraser la bourgeoisie signifie lui enlever tout pouvoir politique. Elle ne disparaîtra physiquement qu'au terme du troisième stade : abolition des classes. Suit l'abolition de l'exploitation de l'homme : nous répétons que celle-ci ne peut se réaliser avant le socialisme complet, pour lequel il faudra attendre le troisième stade, où le prolétariat disparaît en même temps que la bourgeoisie. Si la phrase est ainsi formulée, c'est en raison de l'obstacle paysan, autrement plus dur à surmonter que l'obstacle SR !

Le socialisme supérieur, ou communisme (sans adjectif), est contenu dans le troisième point : non seulement inexistence d'une division de la société en classes (aspect social), mais disparition de *tout pouvoir gouvernemental* (aspect politique). Le but figure dans la Constitution ; mais ce stade est postérieur à la République historique, à la dictature des ouvriers et des paysans.

Avant d'arriver à la disparition des classes, cette dualité sociale aura disparu : les paysans seront tous devenus des salariés, tandis qu'au stade suivant, le salariat lui-même disparaîtra. C'est seulement quand non seulement la « jouissance égale de la terre » (qui subsiste aujourd'hui dans le Kolkhose), mais aussi la forme salariat sera morte que l'Etat commencera à dépérir. Mais avant, il aura à liquider la dualité « ouvriers-paysans » pour passer à l'unité (tous ouvriers), et ceci par une lutte de classe.

Ce but suprême que l'on trouve dans la Constitution soviétique de 1918 est une étape (la dernière), prévue non seulement pour la société russe, mais pour toutes les sociétés capitalistes modernes. Ce passage de la première Constitution politiquement socialiste — parce que née de la victoire d'un parti communiste internationaliste — s'adresse à toute l'Europe et aux autres pays développés. Ce que le parti vainqueur (le seul qui pouvait conduire en Russie la lutte des deux classes révolutionnaires sous la forme du pouvoir soviétique ouvrier et paysan) proclame devant le monde entier, ce sont les principes marxistes valables pour tous les pays : DICTATURE - POUVOIR D'ETAT CENTRAL - ABOLITION DES CLASSES (y compris le prolétariat, en dernier lieu) - SOCIÉTÉ COMMUNISTE SANS POUVOIR D'ETAT.

Le Congrès du P.C.R. de 1919

Le rapport présenté en 1919 par Lénine au congrès du parti commence par une importante polémique avec Boukharine qui avait rédigé un programme économique uniquement fondé sur la description d'un capitalisme monopoliste et impérialiste. Lénine démontre qu'il ne fallait pas omettre de parler aussi du capitalisme concurrentiel et libéral tant pour des raisons générales de doctrine qu'à cause des formes sociales existant alors en Russie, souvent plus arriérées encore que le capitalisme concurrentiel.

Passant à la question du comportement à l'égard des petits paysans propriétaires Lénine reprend non seulement Boukharine, mais les organes du parti et de l'Etat qui insultent le paysan moyen. Lénine entreprend une défense impressionnante de ce dernier, rappelant que selon Engels lui-même, le prolétariat révolutionnaire ne pouvait pas appliquer la violence contre les paysans moyens avec la même rigueur que contre les propriétaires fonciers et les capitalistes. Il va même plus loin, et il ne faut pas que la citation surprenne :

« Même dans les rapports avec les paysans riches, nous ne disons pas avec la même résolution que pour la bourgeoisie : expropriation absolue des paysans riches et des koulaks ; notre programme établit ici une distinction et dit : répression de la résistance des paysans riches et de leurs velléités contre-révolutionnaires. Ce n'est pas là l'expropriation totale ».

En 1928, Staline passa « à la gauche » de Lénine, abolit la N.E.P. et extermina les Koulaks par les pires méthodes que l'histoire ait jamais connues. Pourtant en 1919, sans s'écarter d'un millimètre de la position marxiste révolutionnaire. Lénine disait clairement : « Nous sommes dans une telle situation que nous ne pouvons « provoquer » le paysan riche. Nous lui dirons : « Si

tu vas avec Koltchak, nous te réduirons à la famine, et nous te fusillerons si possible. Mais si tu repousses les invitations de Koltchak, tu peux compter que nous ne te traiterons pas tout à fait comme le propriétaire foncier et le grand capitaliste ».

On ne peut pas comprendre ce discours sans se reporter à la situation d'alors : la cohérence théorique n'empêche pas que l'on prenne les positions les plus utiles dans le jeu complexe des forces sociales en lutte, au lieu de se vanter d'avoir renversé des obstacles toujours bien réels. A propos des paysans, donc, Lénine remarque qu'on n'a pas encore appris comment les traiter politiquement, et rappelant tous les défauts qui caractérisent ces couches sociales, il met bien en lumière la situation économique de 1919, où la production industrielle est tombée à zéro, si bien qu'on ne sait quoi offrir aux paysans en échange de leurs produits et que les rapports avec eux restent au-dessous de ce qu'ils seraient dans une société pleinement bourgeoise. Etant donné ces réalités, le parti doit procéder avec prudence : sans renoncer le moins du monde à ses principes et ses buts révolutionnaires.

Evoquant en outre la culture extrêmement réduite du paysan russe, comme de l'ouvrier, d'ailleurs, Lénine conclut que dans cette phase, il faudra respecter le pacte d'unité entre prolétaires des villes et paysans. On ne peut établir une dictature de l'Etat ouvrier sur les campagnes ; il faut adopter à leur égard les méthodes persuasives d'une commune démocratie (espèce de pacte de non dictature), héritage indiscutable de l'époque bourgeoise dont on ne pourra se débarrasser avant longtemps. Lénine parlait de vingt ans. Dix-sept ans après, dans la constitution de 1936, Staline, lui, prétendait que l'on pouvait mettre les deux classes sur pied de parfaite égalité !

Rapports de production

La grandeur historique et internationale de la révolution russe réside dans le fait qu'au moment où tout permettait de prévoir une révolution européenne et mondiale elle a donné le maximum de développement au pouvoir révolutionnaire, jusqu'à exercer une dictature totale sur les classes possédantes, tout en faisant preuve d'une tolérance démocratique à l'égard de la petite-bourgeoisie paysanne, l'arriération de l'économie ne permettant pas de dépasser un minimum dans la transformation des rapports de production. C'est là un résultat politique que ni les défaites, ni la terrible dégénérescence survenue plus tard n'ont pu détruire.

Economiquement comme nous l'avons déjà vu en étudiant les « Tâches Immédiates » d'après 1918, il n'est pas le moins du monde question d'appliquer le socialisme à la production et à la consommation ; il s'agit de suivre une orientation révolutionnaire et *politiquement* socialiste dans les mesures gouvernementales et l'activité de parti. Il s'agit d'arriver à « une bonne administration » et à « une bonne organisation » de l'économie, qu'on n'hésite pas à définir comme bourgeoise, et même moins que bourgeoise. Il est bien évident que l'avènement du socialisme est tout autre chose qu'une bonne administration et organisation ! Le socialisme est quelque chose de bien différent d'une simple réorganisation de la vie économique, de la naïve « révolte

contre tous les coquins » de la chanson, bref, d'une épuration sociale et d'une réaction morale.

En avril 1918, Lénine ne disait cependant pas : « Retrouvons nos manches et faisons le socialisme ». Il se contentait d'appeler les ouvriers avancés, avant-garde sacrifiée et affamée de la révolution à marcher sus aux coquins, aux voleurs, aux spéculateurs, aux contrebandiers et aux bandits, pour organiser une gestion moins ruineuse des ressources vitales du pays, même dans les vieilles formes bourgeoises du capitalisme mercantile.

Contre la hâte démagogique

Dans son discours au Congrès de 1919, Lénine constate qu'on a trop de hâte à exproprier le capital, c'est-à-dire à étatiser les entreprises et les trusts. « Jusqu'à maintenant, les mesures pour l'expropriation immédiate des expropriateurs » (belle phrase de Marx, mais de caractère plus agitatif que grammaticale) « passaient au premier plan. Maintenant, ce qui passe au premier plan, c'est le recensement et le contrôle aussi bien des entreprises déjà arrachées au capitaliste que des autres ». Gérer des entreprises n'est pas du socialisme : le socialisme consiste au contraire en une production non divisée par entreprises. C'est une tâche qui ne peut être réalisée qu'à l'échelle mondiale, et après une longue évolution.

« Si nous voulions continuer à exproprier le capital au même rythme que précédemment, dit Lénine, nous subirions certainement une défaite. Il est bien évident, pour quiconque réfléchit, que notre travail d'organisation et de recensement des ressources, c'est-à-dire le contrôle ouvrier de la production est en retard en comparaison de l'effort que nous avons fourni pour l'expropriation immédiate des expropriateurs. » « Si maintenant nous nous mettions de toutes nos forces au travail pour organiser le recensement et le contrôle, nous pourrions résoudre ce problème, rattraper le temps perdu, et gagner *notre campagne contre le Capital* ».

Lénine se réfère ensuite à la nécessité de faire venir des spécialistes de l'étranger : « Il est impossible de passer au socialisme sans la collaboration des spécialistes des diverses sciences et techniques ; on ne peut se passer de leur expérience, car le socialisme exige un mouvement progressif conscient des masses vers une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme et fondée sur les résultats déjà atteints par ce dernier ». Il déclare que si beaucoup d'ouvriers et de militants restent perplexes quand ils entendent proposer de confier des postes dirigeants à des spécialistes « bourgeois », c'est qu'ils ne donnent pas suffisamment d'importance au travail de recensement et de contrôle. Il conclut qu'il faut des spécialistes à l'Etat soviétique pour *apprendre* des pays capitalistes étrangers et que celui-ci devra se résigner à les payer selon leurs prétentions.

Un mot d'ordre dont on a abusé

Dans sa campagne pour le recensement, le contrôle et l'augmentation de

la productivité du travail (1), Lénine rappelle que le Russe est un mauvais travailleur en comparaison des ouvriers des pays bourgeois. Il va jusqu'à proposer d'enseigner en Russie le fameux système Taylor de rationalisation du travail. La bourgeoisie, dit-il, considère celui-ci comme un moyen pour obtenir un plus grand produit ; pour le socialisme, c'en est un « pour diminuer l'effort et le temps de travail ».

A ce point, Lénine parle de cette fameuse « émulation » dont l'époque stalinienne a tant abusé et qui aboutit au stakhanovisme.

Cette idée de l'émulation résulte d'un refus de la thèse banale qui, de tous temps, servit à la bourgeoisie pour présenter le socialisme comme impossible : supprimez l'intérêt individuel, le stimulant du gain, l'impulsion à faire mieux que le voisin, la production s'arrêtera : plus personne ne voudra travailler. Telle fut la réponse qu'ils donnèrent au marxisme dès les premières polémiques historiques, affirmant que la société vit grâce à la concurrence que les socialistes voulaient supprimer.

En réalité, dans la société actuelle, 95 % des hommes se soumettent au travail, non dans l'espoir d'améliorer leur sort, mais pour ne pas mourir de faim, ou même simplement déchoir économiquement. L'impulsion vient du besoin et de la peur, non de l'égard du voisin ou du désir de le surpasser. S'il y a concurrence, c'est à qui dupera le mieux son prochain, et non pas à qui le surpassera dans des buts humanitaires et sociaux.

Lénine répond qu'en éveillant les masses d'une léthargie séculaire confinant à la plus complète ignorance, la révolution soviétique agissait sur elles comme un stimulant et non pas comme un narcotique. Il ne s'agissait pas encore de passer d'une économie privée et individuelle à une économie associée, mais de sortir d'une économie naturelle et patriarcale pour s'élever à un échange national de produits, pour introduire de nouveaux besoins économiques.

Le moyen bourgeois d'améliorer la production, dit Lénine, c'est la publicité ; le système soviétique, lui, recourra à un moyen bien différent, à une émulation de masse. Il demande que le contrôle, le recensement et les statistiques économiques s'accompagnent d'une publication des meilleurs résultats obtenus dans la presse soviétique. Il compte non pas sur des récompenses en argent, des avantages ou des honneurs, comme le fit plus tard l'Etat stalinien, mais sur le développement d'une maturité, et d'une sensibilité sociale et politique supérieures à celles qui existent en société capitaliste. C'est grâce à elles que la publication des meilleurs exemples devaient, selon, les bolchéviques, stimuler l'activité productive générale dans un même intérêt et but de classe.

En 1919, le premier impératif était en effet d'augmenter la production qui avait atteint un niveau effroyablement bas. L'appel à une émulation entre les couches les plus actives de la classe ouvrière et celles que la crise avait plongées dans la torpeur visait à obtenir d'elles le suprême effort indispensable pour sortir de cette situation. Mais Lénine comptait également sur l'autorité

(1) Cet indice intéresse le capitalisme dans la mesure où il signifie augmentation de la production ; il intéresse le socialisme dans la mesure où il signifie diminution du temps de travail.

d'une hiérarchie rigoureuse dans l'organisation de la production, et c'est pourquoi il était partisan d'attribuer aux responsables des pouvoirs dictatoriaux.

Le capitalisme renaît

Toutes les données russes démontrent qu'en cette année 1919 la production industrielle n'atteignait plus qu'un septième de celle d'avant-guerre en Russie. En 1920, la production de fonte tomba même à 3/100^e de celle d'avant-guerre avec 116.300 tonnes contre 4 millions en 1913 ; de 30 kg de fonte par tête d'habitant, on était tombé à 1 kg environ pendant la grande crise révolutionnaire.

Mais un capitalisme réduit à 1 kg de fonte par personne, ce qui ne suffit même pas pour la production annuelle des clous, des aiguilles et des plumes, n'est plus du capitalisme ! La remontée quantitative est en réalité une transformation qualitative : l'économie renaît à partir d'un stade pré-capitaliste. La Russie a donc eu deux capitalismes successifs, séparés par la crise de la guerre impérialiste et de la guerre civile et non pas un capitalisme remplacé par le socialisme.

L'erreur de Boukharine, qu'on avait chargé de rédiger un projet de programme économique de la dictature prolétarienne, avait été d'enlever du vieux programme toute la partie qui décrivait le premier capitalisme concurrentiel, pour ne considérer que les structures de l'époque impérialiste. Lénine montre qu'il n'existe pas d'opposition scolastique entre ces deux époques du capitalisme, l'une libérale et l'autre monopoliste : « L'impérialisme pur, sans la base du capitalisme, n'a jamais existé ; il n'existe nulle part et ne pourra jamais exister. Présenter les syndicats patronaux, les cartels, les trusts, le capital financier, détachés de toutes les bases du vieux capitalisme, c'est généraliser de façon fautive tout ce qui en a été dit ».

Sous le prétexte que la question du passage au socialisme intéressait la révolution internationale et non pas la Russie isolée, et qu'internationalement (et aussi dans une certaine mesure en Russie), la société avait atteint le stade impérialiste, Boukharine n'avait voulu considérer que deux choses : l'impérialisme capitaliste et la dictature prolétarienne, ce qui semblait justifié par le fait que la guerre impérialiste avait entraîné la Russie arriérée dans son tourbillon. Lénine répond en se référant de façon très intéressante à une thèse d'Engels. Prévoyant que la future guerre (qui se produit effectivement en 1914) serait beaucoup plus terrible que les précédentes, celui-ci avait affirmé qu'elle ferait reculer l'humanité au point de compromettre les conquêtes du capitalisme moderne elles-mêmes, que le marxisme considérait comme le point de départ du développement socialiste. Engels n'incitait pas pour autant les ouvriers à s'allier aux bourgeois pour éviter la guerre, c'est-à-dire qu'il n'était pas pacifiste. Il restait révolutionnaire, expliquant qu'une longue guerre éloignerait la révolution socialiste pour des raisons non seulement subjectives mais aussi matérielles et objectives. Loin de l'accepter (comme ils le firent plus tard en 1914), les socialistes devaient donc, pour Engels, « l'arrêter par la révolution », sinon le capitalisme retrouverait le souffle nécessaire pour « tout recommencer depuis le début ».

La deuxième guerre mondiale n'a pas été arrêtée, elle non plus, ce qui a

encore éloigné la révolution pour des vingtaines d'années. S'il y a une troisième guerre, elle prolongera l'existence du capitalisme d'un demi-siècle encore, et lui permettra peut-être même de recommencer tout son cycle.

Pour en revenir à la première guerre, Lénine montre qu'elle a fait régresser le capitalisme vers des formes qui semblaient dépassées. Il donne de l'économie russe de l'époque cette définition, qui est d'une grande importance critique :

« Aujourd'hui, en Russie, nous subissons les conséquences de la guerre impérialiste et vivons les débuts de la dictature du prolétariat ; mais en même temps, dans diverses régions que la guerre a isolées encore davantage les unes des autres, nous assistons à une renaissance du capitalisme et au développement de son premier stade ».

Les voies de la renaissance

La position de Lénine à l'égard de ce nouvel industrialisme capitaliste contient déjà toute l'alternative qui pèsera sur le parti bolchévique dans les années suivantes et provoquera en son sein ces conflits violents sur lesquels le stalinisme a accumulé pendant plus de trente ans quantités de falsifications difficiles à détruire.

Le Parti bolchévique croyait-il que l'industrialisation de la Russie — que tous considéraient comme indispensable — aurait lieu dans les formes d'un capitalisme *primaire* ou bien d'un capitalisme *secondaire*, c'est-à-dire de type impérialiste ? Il est bien clair qu'historiquement, c'est la seconde forme qui l'a emporté : Lénine se trompait-il quand, en 1919, il ne considérait cette issue ni certaine, ni d'ailleurs souhaitable ? Non ! Il envisageait seulement la possibilité d'une contre-révolution qui aurait ramené la Russie en arrière. Depuis, quarante-deux ans ont passé. Aux yeux du communisme révolutionnaire, la Russie est restée à mi-chemin entre les formes primaires et secondaires du capitalisme. Bien pis, dans le domaine agraire, elle n'est même pas arrivée à un capitalisme primaire. Si un pouvoir ouvertement bourgeois avait été restauré, de nouvelles conditions révolutionnaires en Russie et dans le reste du monde seraient donc apparues plus facilement qu'avec le pouvoir stalinien. Actuellement, en effet, l'énorme majorité des paysans exploite la terre et en jouit de façon privée et familiale, bien que le kolkhose se présente également comme une association coopérative : cette situation est bien pire que celle où des prolétaires ruraux privés de terre mènent une lutte de classe ; les vantardises sur la « suppression des capitalistes dans les campagnes » n'y changeront rien.

Au 8^{me} Congrès, Lénine montra qu'un des principaux effets de la révolution avait été d'étendre la lutte des classes des deux capitales et des villes industrielles aux campagnes ; cette lutte de classe impliquait la présence de koulaks d'une part, et, d'autre part, de millions de paysans salariés travaillant pour ces derniers ; son objectif naturel était précisément de faire disparaître les koulaks, mais le fait que ce résultat ait été payé d'une dégradation des prolétaires de la campagne en travailleurs parcellaires a imprimé à la révolution bourgeoise *utile et respectable* dans les campagnes russes un caractère arriéré, même du point de vue bourgeois. (à suivre)

FASCISTES ET ANTIFASCISTES D'OPÉRETTE

Quatre jours d'insurrection armée en Algérie, de « défense républicaine » en France et le triomphe final de De Gaulle donnent un raccourci de la situation politique à la veille des négociations et notamment du rapport des forces entre ces trois principaux personnages de la pièce : les fascistes d'Alger, les démocrates de la métropole et l'Etat au-dessus-des-classes, De Gaulle lui-même.

Les insurgés d'avril, à la différence des autres fois, comprenaient unis aussi bien les éléments de la droite classique que les officiers de l'action psychologique et les partisans du national-socialisme. Tout semblait donc minutieusement préparé. La rébellion des paras était caractérisée. L'extension du mouvement aux principales villes d'Algérie et la menace qu'il faisait peser sur la métropole paraissaient être un signe de force et de détermination. Eh bien non ! au bout de quatre jours tout s'effondrait lamentablement. Ce sont là de *piètres fascistes*. Un Etat-major insurgé tout aussi incapable de fermeté, de suite et de décision que la masse tour à tour hystérique et déprimée des petits bourgeois d'Alger ; des généraux encore plus pitoyables que les barricadiers de janvier 1960, tel est aujourd'hui le « fascisme » !

Qu'on n'aille pas dire que cet échec est dû à la riposte des démocrates de la métropole : quand on est « fasciste » on ne compte pas avec eux et nous verrons bientôt que les petits bourgeois démocrates ont été aussi inconsistants que les petits bourgeois fascistes. Qu'on ne nous parle pas de la fermeté de De Gaulle. Il a fait un beau discours, certes. Mais dans la nuit qui a suivi, Paris étant ce qu'il était, quelques bataillons de paras auraient suffi à prendre le pouvoir. Seulement il fallait quelques atouts en France pour déclencher la guerre civile. Or, depuis longtemps la droite française est fossilisée, parlementariste et technocratique au possible ; elle n'est pas devenue « sociale », démagogique et c'est pour cela que Mollet a dit qu'elle est « la plus bête du monde ». Poujade s'est effondré aussi vite que les Massu,

Salan, Challe. Le « fascisme » français s'est épuisé dans les colonies. Mais la « démocratie » métropolitaine qui s'oppose à ce « fascisme » du folklore colonial n'en est pas moins réactionnaire. *Ce n'est pas à droite mais à gauche qu'il faut chercher le « fascisme »*. « La victoire de la République ne serait pas totale, — dit hypocritement Mollet dans le Populaire, — si nous n'extirpions pas le cancer fasciste qui ronge sournoisement la France ». Eh bien, extirpez les Mollet, les Thorez, tous ceux qui font des « traites » à châtier les boucs émissaires de leur propre trahison et qui glorifient dans le châtement exemplaire « la rigueur des lois » et la toute puissance de l'Etat ! Ces démocrates et libéraux ont le culot de reprocher à De Gaulle ou à la droite française quelques « complaisances » envers les fascistes d'Alger alors que cette droite avachie a eu la bonté historique de ne pas les faire marcher en rang au pas de Poie et de leur laisser encore quelques « libertés ». « Présente dans les partis et parfois dans l'appareil d'Etat, — écrit J. Fauvet dans le « Monde » du 27-IV, — elle a laissé à d'autres le soin de défendre avec l'accent qui convenait les notions dont elle a souvent voulu se faire une spécialité : celles du civisme, de l'honneur, de l'intérêt national ». Les autres ce sont naturellement des stalinien à la botte de De Gaulle, le pape « du civisme, de l'honneur, de l'intérêt national ». Il n'y a donc pas de commune mesure entre la « droite complaisante » et la gauche complice. Une nouvelle fois l'action désespérée des colons et des troupes spéciales — à la rigueur, l'attitude de la droite française — aura mis au clair non tant la nature, les aspirations et les possibilités (réduites) du colonialisme fascisant, que la *sordide prostitution de la gauche à l'Etat bourgeois*.

En janvier 1960, le soutien apporté par les démocrates stalinien à De Gaulle s'était limité, pour la forme, à une grève générale, baptisée « arrêt national du travail » non seulement afin d'en marquer le caractère anti-prolétarien, mais encore parce que même à cette occasion il fallait éviter les

mots de grève générale. En avril 1961, même « arrêt national du travail », et l'« Humanité » pouvait se réjouir du fait que pendant une heure — il ne fallait pas que la grève porte le moindre tort à la production — 12 millions de travailleurs dont 3 millions dans la région parisienne — prolétaires, que cette « masse » ne vous donne pas le vertige ! — ont cessé le travail pour méditer sur les avantages respectifs de la « démocratie » et du « fascisme ».

Mais cette fois l'alerte a été plus chaude. Il a fallu aller plus loin dans la « défense de la République ». Les paras, disait-on, menaçaient la capitale. Il y eut la nuit « dramatique » où Debré invita la population banlieusarde à se rendre (sans armes) au devant des troupes qui pourraient débarquer sur les aérodromes entourant Paris, pendant que les quelques unités de police et de gendarmerie se repliaient sur le centre pour garder l'Élysée et les ministères. La « ceinture rouge » de Paris allait-elle sauver la « République » ? Belle fiction ! Reconstitution illusoire des grands jours du Paris révolutionnaire pour les touristes qui n'avaient pas désempé et les petits bourgeois exaltés et émus par le spectacle qu'ils se donnaient à eux-mêmes. Un instant ils ont pu croire qu'ils auraient encore un rôle à jouer. Le P.C. a immédiatement traduit cette illusion dans le mot d'ordre : « Des armes aux travailleurs ! » Et de fait, ce soir-là, De Gaulle recrutait des volontaires pour la « résistance ». Les militants U.N.R., les S.F.I.O., les P.S.U., il les mettait tous indistinctement sous les ordres du Ministre de l'Intérieur, comme de simples flics. Les « communistes » rôdaient aussi dans la nuit, engageant les leurs à s'enrôler individuellement. Qui a parlé de « milices populaires », d'armement du prolétariat ? Les « communistes » étaient trop contents de servir pour poser même des conditions d'organisation. Même le lendemain, après qu'on les ait piteusement repoussés, la C.G.T. livrait à l'« Humanité » un communiqué disant : « La question des formes de cet armement peut être résolue et ne constitue pas un obstacle ». (Humanité du 25-IV). Il s'agissait tout simplement d'embrigader les ouvriers dans la police du Capital et pour cela, les « formes » ne comptaient pas.

Chez Renault, pareil scandale. Sur la demande du président-directeur général, Dreyfus, les syndicats font appel aux ouvriers pour occuper les usines et les défendre contre un éventuel assaut. On le voit, M. Dreyfus lui-même se serait accom-

modé des fameuses « milices populaires » puisque c'est lui qui les a demandées. Et si le lendemain il s'est rétracté, si De Gaulle n'en a pas voulu, ce n'est pas qu'elles étaient particulièrement révolutionnaires, mais parce que l'Etat bourgeois n'en avait pas besoin. Il ne restait donc plus aux « communistes » qu'à dire ce que l'« Humanité » imprimait le 25 de la plume du Bureau Politique du P.C.F. : « Le pouvoir est faible (!?!) parce que ses complaisances ont fait le jeu des factieux et parce qu'il refuse de s'appuyer sur les masses populaires et de leur faire confiance ». A quand un « pouvoir fort » avec le P.C. et une représentation « démocratique » au parlement ? Et que dire de cette appréciation de la « faiblesse » d'un pouvoir sorti victorieux d'une épreuve de force et brandissant les foudres des lois d'exception et de la dictature de classe ?

En ces quatre jours l'opportunisme stalinien a lancé tous les mots d'ordre que la classe ouvrière doit rejeter et combattre : grève générale pour « répondre » à l'insurrection et défendre l'Etat bourgeois, « milices populaires » afin de camoufler une tentative de mobilisation des prolétaires pour le salut de la « démocratie », « occupation d'usines » pour protéger la production capitaliste et enchaîner encore plus solidement les ouvriers au bagne où ils sont exploités.

Troisième personnage du « drame » : l'Etat. « L'Etat bafoué, la nation déifiée, notre puissance ébranlée, notre prestige international abaissé, notre place et notre rôle en Afrique compromis » comme disait De Gaulle. Même son de cloche au P.C., nous l'avons vu. Mais qui s'attendrira ? En fait, la position de De Gaulle est renforcée pour le marchandage avec le FLN. Et s'il est vrai que l'insurrection d'Alger a été encouragée par les mêmes « services » américains qui ont préparé l'invasion de Cuba, De Gaulle ne manquera pas de donner une leçon d'autorité à cet autre « démocrate » qu'est Kennedy, ni de rehausser ses prétentions à l'OTAN. C'est tout cela le prestige et tout cela ne déplaît pas à Khrouchchev. Aussi le P.C.F. rappelait-il le 26/IV par l'organe de France Nouvelle : « Le gouvernement soviétique a toujours considéré une France forte comme une nécessité pour la paix mondiale. Et le « Soviétique moyen » partage fermement cette conviction ».

Sur le plan intérieur, l'équipée des généraux n'a fait que déchaîner une orgie de pouvoirs spéciaux et de déclamations sur la puissance nécessaire de l'Etat. Ecoutez

plutôt Debré : « On ne peut répondre à l'illégalité révolutionnaire par la seule légalité »... « De moins en moins il s'agira de suivre telle ou telle idéologie ou de s'incliner devant tel ou tel intérêt. Ce qui importe avant tout, c'est le travail, la discipline et le loyalisme au seul service de la nation » (discours au parlement). Ecoutez-le encore à la R.T.F. après la « victoire » antifasciste : « Cette secousse qu'a subie l'Etat révèle qu'en notre monde et en notre temps il n'est pas possible de maintenir ou de laisser s'établir des règles et des mœurs qui permettent trop d'indulgence pour tout ce qui touche l'Etat... pour la nation et la liberté, la loi doit se faire plus stricte et la discipline plus exigeante. Si le gouvernement, dans les mois qui viennent, paraît plus rude à l'égard de certaines facilités ou à l'égard de certains intérêts, dites-vous bien que c'est pour restituer à l'Etat une fermeté que l'époque que nous vivons rend indispensable ». Encore une fois le triomphe de la « démocratie », c'est la victoire posthume du « fascisme » incarné par l'Etat de classe et ses gendarmes patriotes dans le mouvement ouvrier.

Combien est pitoyable ce Comité Central du P.C.F., réuni le 27/IV, peu après les « événements » et où l'on a discuté de ce qu'il fallait faire « pour que le peuple ne soit pas frustré de sa victoire » ! Et cette édition spéciale de l'« Humanité » du 26 qui titre sur toute la largeur de sa première page : « L'effondrement de la rébellion est une victoire du peuple de France » et se demande en deuxième page à propos du discours de Debré : « La résistance aux factieux est-elle donc conçue aussi par le gouvernement comme un moyen d'étouffer toutes les revendications ouvrières, à une heure où pourtant le peuple tout entier montre, par son attitude, combien il mérite un sort meilleur ». « Aussi » ! Ce joli petit mot ne signifie-t-il pas que même le gouvernement se sert de l'antifascisme contre le prolétariat, ce dont le P.C.F., bien sûr, voudrait avoir le monopole ? A moins que dans leur grande abnégation républicaine et patriotique les staliniens s'étonnent de ne pas voir l'Etat bourgeois renoncer à sa politique de classe même en pleine unanimité antifasciste ? Pour le P.C.F. un « pouvoir faible », c'est donc un pouvoir assez fort pour repousser les revendications du prolétariat, mais assez faible pour risquer de passer en une nuit des mains d'un général dans celles d'un autre général. Belle conception du « pouvoir gaulliste » dont les

staliniens discutent tant à la veille de leur XVI^{ème} Congrès !

Avant le putsch d'Alger et après la grève de janvier 1960 qui vint soutenir De Gaulle et sa « démocratie » contre les barricadiers de Lagailarde, l'adversaire principal selon les augures du P.C., c'était le « pouvoir-gaulliste - expression - renforcée du - pouvoir - des monopoles ». Naturellement, cela ne voulait pas dire que De Gaulle devait être renversé, mais tout simplement que devant une perspective de développement « pacifique » on entendait donner le feu vert et la priorité à une pratique syndicale ultraréformiste. « Le peuple tout entier montre, par son attitude, combien il mérite un meilleur sort ». Par contre les jours de putsch, lorsque l'ennemi principal devient le « fasciste » et que les démocrates se rangent pour la « défense de la République », ils consomment leur trahison du prolétariat en se jetant dans les bras de la bourgeoisie à la recherche d'un « pouvoir fort » dont ils sont les meilleurs agents. Mais ce « pouvoir fort » est moins l'œuvre de leur soutien spontané au pouvoir établi que ce soutien n'est le résultat d'une longue trahison au profit de l'Etat de classe. Le prolétariat n'a que faire d'un « pouvoir fort » qui n'est pas celui de sa dictature. Il ne connaît que sa lutte quotidienne contre cet Etat et contre ce pouvoir, contre son idéologie démocratique et nationale, pour la seule défense de ses intérêts de classe immédiats et finaux.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ces sinistres journées et sur le déferlement d'une propagande et d'une agitation antiprolétarienne. Une fois de plus l'antifascisme patriotique a puisé dans l'arsenal de la propagande antiallemande et des staliniens ont appelé complaisamment que la Légion étrangère « truffée d'anciens SS » avait fait son affaire de la rébellion, comme s'il s'agissait d'une « revanche » de l'Allemagne nazie contre la France démocratique. Tout cela ne mérite que le mépris des prolétaires. Dans la préparation de la dernière boucherie mondiale, de l'union sacrée pour la défense de la « patrie » et du capitalisme, nous l'avons toujours dit : le Front populaire en France a joué le même rôle que le fascisme en Allemagne ou en Italie. L'important maintenant, c'est de voir à quoi peuvent encore servir ces vieilles détroques de la dernière guerre et de l'opportunisme stalinien.

D'Alger les colons criaient au « Front populaire », de la métropole les démocrates criaient au « fascisme ». Mais les uns et les autres sont incapables de donner un

contenu sérieux à leurs paroles. « Fascistes » et « démocrates » ont vécu sur l'exploitation coloniale ; ils se sont nourris des miettes du pain que le Capital enlevait aux peuples de couleur. Aujourd'hui le capitalisme français qui a perdu ses rentes doit tirer du prolétariat métropolitain les sources de sa fortune. Avec les paysans ruinés, les petits propriétaires et les petits commerçants dépossédés, c'est tout l'édifice de la vieille démocratie représentative française qui s'effondre pour ne laisser plus face à face qu'un prolétariat toujours plus nombreux, toujours plus exploité et un Etat tentaculaire, fier et inquiet de sa puissance. La base économique et sociale de l'opportunisme démocratique et de la démagogie fasciste s'affaisse toujours plus. Les affaires Dreyfus, les scandales financiers, la laïcité de l'école et de l'Etat qui agitaient la III^me République ne sont plus ces chevaux de bataille que la droite et la gauche enfourchaient pour la conquête du pouvoir. Les campagnes sur le militarisme et l'antimilitarisme, sur le cléricalisme et l'anticléricalisme n'ont plus prise. La victoire des « démocraties » dans la dernière guerre avait encore laissé l'alternative du colonialisme et de l'anticolonialisme qui fit les beaux jours de la IV^me République. Mais on ne se battait déjà plus que sur le cadavre de l'Empire. Déjà la droite et la gauche s'étaient si bien fossilisées dans l'appareil d'Etat bourgeois que leur petit jeu parlementaire devenu inutile et sans

fondement s'est résolu de la façon la plus claire dans l'affirmation ouverte de l'unité de l'Etat de classe et de sa dictature. Ce n'est pas non plus le moindre des paradoxes que De Gaulle, ce prophète atterré de l'idée nationale, ait dû abandonner lui-même ses oripeaux patriotiques pour dire que la France d'aujourd'hui n'a aucun intérêt à vouloir régner à tout prix sur l'Algérie. La « droite » et la « gauche » ont hurlé de dépit devant pareil « cynisme ». Eh bien, le prolétariat doit accueillir ce cynisme comme de bon augure pour sa lutte directe contre l'Etat bourgeois !

Les épisodes récents de la vie politique française n'ont rien de commun avec les péripéties tragiques d'une vieille démocratie bourgeoise. La vieille est déjà morte. Ce fascisme et cet antifascisme d'opérette sont un signe précurseur pour le prolétariat international. Celui-ci doit voir ce qui se passe en France non seulement comme la faillite salutaire de l'idéologie démocratique traditionnelle qui a infesté le mouvement ouvrier français, mais encore comme le déclin de l'opportunisme stalinien bâti sur les ruines de la révolution russe. Comment ne pas se réjouir de cette fin burlesque qui présage des lendemains où le prolétariat pourra reprendre sa propre lutte, reconstruire son parti de classe et se dresser de toute sa stature, fort de sa jeunesse et de son expérience historique, face à l'Etat qui célèbre déjà dans l'inquiétude la toute-puissance de son pouvoir.

LA SOLUTION NÉGOCIÉE

Ainsi les négociations sont à l'ordre du jour de la piraterie coloniale. Sept années d'une guerre qui s'est accompagnée en France d'un renforcement du pouvoir politique de la bourgeoisie, des décades de crise révolutionnaire et d'un bouleversement si profond des structures de l'Algérie que ses bourgeois les plus modérés, les plus dociles au colonialisme français ont dû rallier le mouvement de libération nationale et même en prendre la tête, tel est le bilan qu'il faut rappeler si l'on veut comprendre la nature de la « paix qui est en vue » et de « l'indépendance qui doit être reconnue ».

Il n'est pas indifférent que ce soit De Gaulle et Ferhat Abbas qui occupent le devant de la scène : ces deux personnages expriment bien le rapport actuel des forces

qui dominent le monde. Qu'il soit possible de « négocier » entre pays coloniaux et métropoles colonialistes, c'est déjà un symbole. Mais que cette négociation entre exploités et exploités soit unanimement glorifiée comme la plus progressiste des solutions, cela nous donne la mesure du rapport des forces non tant entre Etats, entre la France et l'Algérie, qu'entre la Révolution et la conservation sociale. En effet il est clair que l'indépendance « négociée » avec la France sera l'indépendance la moins favorable à l'Algérie. Tout le monde affirme le contraire en avançant des raisons d'ordre économique ou politique. C'est que justement l'intérêt de la révolution s'oppose à tous les intérêts économiques, à tous les équilibres politiques qui peuvent se négocier.

cier dans le monde actuel. La critique des négociations en cours et de ses résultats ne peut partir que d'une analyse des différentes solutions qui ont été successivement éliminées au profit précisément de ces intérêts économiques et de cet équilibre politique dont l'impérialisme mondial a confié la garde à la France.

**

La première solution, celle du communisme révolutionnaire, consistait dans la liaison du mouvement de libération nationale avec la lutte du prolétariat métropolitain pour abattre le colonialisme dans sa citadelle européenne. nous avons montré (1) comment cette perspective a été rendue irréalisable par le recul de la révolution prolétarienne lié à la dégénérescence du pouvoir des Soviets et de l'Internationale. C'est ainsi qu'à l'usine, dans les syndicats, dans ses partis politiques, le prolétariat français, au lieu de tendre la main à son frère colonial, a laissé s'introduire la discrimination sociale, les bas salaires, l'absence de tout droit. Le chauvinisme et le racisme triomphant dans le mouvement algérien comme en France et aujourd'hui, l'hypocrite « reconnaissance » des droits du peuple algérien et les déclarations « d'amitié », sont le triste résultat de cette trahison. Longtemps le prolétariat algérien a résisté d'instinct à suivre sa bourgeoisie. Il a fallu que le réformisme stalinien l'y pousse. C'est une leçon que ne peuvent faire oublier les flirts du F.L.N. avec les héritiers russes et chinois du stalinisme.

Si la solution prolétarienne a été évincée ce n'est pas la faute des Algériens, ce n'est pas non plus qu'elle était « impossible ». Les ouvriers algériens ont longtemps montré qu'ils y croyaient encore. Avant la guerre et même après celle-ci, lorsque, pour le 1^{er} mai, ils défilaient en masse à la suite des ouvriers français, c'est au symbole de cette foi et de ces possibilités grandioses qu'ils entendaient s'accrocher. Mais à la tête des défilés, le drapeau rouge était noyé dans le tricolore...

Une solution stalinienne était-elle possible ? Les staliniens ont maintes fois cité à propos de l'Algérie l'exemple édifiant des républiques musulmanes de l'URSS. Sans rappeler ce que Lénine pensait de la façon dont Staline, Ordjonikidzé et Cie abordèrent le problème national en URSS, sans même parler de la façon dont il a été

résolu, nous sommes bien obligés de constater que les prédications staliniennes sur « les liens » qui doivent unir les anciennes colonies à la métropole, les exploités à leurs exploités, n'ont jamais abouti à autre chose qu'à donner une leçon de colonialisme au colonialisme lui-même. Les staliniens croient se tirer de cette situation en hurlant contre les « crimes de la réaction » ou en disant qu'il aurait fallu la « révolution » en métropole pour que leur belle idylle soit possible. Et, en effet, l'idée maîtresse du stalinisme classique c'est que les peuples doivent attendre des métropoles le signal de la révolution. D'abord la France, ensuite l'Algérie. Cette idée correspondait bien au messianisme jacobin des « arrières-petits-fils des sans culottes », dignes continuateurs des sociaux-démocrates de la II^e Internationale, dont la prétention à constituer le « parti prolétarien modèle » n'avait d'égalé que leur complète pourriture opportuniste. Alors que leur thèse de la « construction du socialisme dans un seul pays » bloquait la révolution dans les pays avancés, l'invocation à vide de cette même révolution leur servait à arrêter le mouvement démocratique bourgeois dans les pays coloniaux : et c'est l'impérialisme qui bénéficiait, bien entendu, de cette double imposture. C'est lui, et lui seul, que les staliniens ont servi lorsqu'ils ont été au pouvoir : sous le Front populaire d'abord, à la Libération ensuite, ils ont fusillé et massacré de concert avec la canaille ultra ; ils ont traité de « fascistes » ceux que la droite appellera plus tard des « rebelles », et que tous flattent aujourd'hui du titre de « patriotes algériens ». Et c'est De Gaulle, aujourd'hui, qui recherche les « liens nouveaux » destinés à perpétuer l'exploitation du peuple algérien !

**

La solution stalinienne éliminée, reste la solution krouchtévienne. Plus de révolutions dans les pays capitalistes mais un « passage au socialisme par la voie pacifique et parlementaire » : plus d'alliance avec les peuples coloniaux mais des « accords conformes à l'esprit de notre temps ». Or l'esprit de notre temps ressemble comme un frère à l'esprit du temps précédent : il consiste à commercer et à se vaincre gentiment dans la concurrence (dans l'émulation pour élever le niveau de vie des masses !). Il ne s'agit donc pas de soutenir les mouvements anti-colonialistes par les armes comme l'explique docement ce brave Nikita à ces « extrémistes » de Chinois. Non : on plongerait le monde dans une catastrophe

(1) Voir *Programme Communiste* Numéros 11, 12, 13, la série d'articles sur « Le Communisme et les Partis algériens ».

épouvantable ! Ce que Krouchtchev attend d'une Algérie indépendante, d'un Congo indépendant, c'est une clientèle commerciale, un marché nouveau où l'URSS pourra se livrer à sa compétition mercantile avec l'Occident. Et s'il menace, à l'occasion d'une intervention, d'une « aide » au Congo, à Cuba, en Algérie, au Laos, ce n'est pas pour appuyer des mouvements nationaux dans un sens révolutionnaire, mais pour faciliter des compromis impérialistes, pour y prendre part, pour les garantir. On se rappelle comment, en mars 1960, si Krouchtchev refusa d'inscrire au programme de son voyage en France une excursion à Hassi Messaoud, ce fut avant tout à cause du refus de De Gaulle de céder quoi que ce soit sur Berlin, pierre de touche de la coalition atlantique. Et avant l'ouverture des négociations d'Evian, Gromyko a déclaré que l'URSS « préfère » des pourparlers directs entre le GPRA et le gouvernement français à toute ingérence américaine. De même qu'à l'époque de Staline, l'Afrique du Nord ne devait pas se soulever contre la France « démocratique » sous peine de « faire le jeu du fascisme », de même De Gaulle serait une garantie contre l'impérialisme américain.

Croire que l'opportunisme, après avoir trahi la cause du prolétariat révolutionnaire dans les métropoles, après avoir livré aux bourgeoisies indigènes la direction des mouvements anti-colonialistes, va au moins se montrer fidèle à sa vocation bourgeoise et démocratique dans les pays coloniaux, c'est ignorer sa nature et ses rapports étroits avec l'impérialisme mondial, d'une part, le caractère révolutionnaire des mouvements nationaux des colonies, d'autre part. Aussi la solution krouchtchevienne nous introduit-elle dans les marchandages diplomatiques du capitalisme international, dans les bavardages de l'ONU et le fatras des « solutions négociées ». Ainsi, les fascistes du 13 mai ont rendu un fier service à l'URSS et aux USA, en empêchant F. Gaillard de recevoir les « bons offices » que les anglo-américains se sentaient en devoir de lui offrir face au pourrissement de la situation : ils croyaient sauver l'« Algérie française » ; ils auront du moins préservé les chances d'une solution française à laquelle tout le monde tient, des Russes aux Américains, de Thorez à De Gaulle. La « grandeur » de la France, c'est d'endosser toutes les responsabilités et toutes les conséquences de l'« indépendance » et du brigandage international qui va se développant en Algérie. Il en fut de même pour la Belgique au Congo. Mais lorsque les contradictions accu-

mulées par une double ou triple exploitation de cette « indépendance » se sont révélées à tel point explosives qu'elles menaçaient les positions de l'impérialisme mondial, Russes et Américains n'ont pas manqué d'intervenir et de mettre au pilori les colonialistes belges pour tenter de rétablir l'« ordre ». Or le contexte algérien est tout aussi explosif.

C'est ce que prouvent l'action et les craintes de Bourguiba. Après avoir joué un rôle conciliateur à l'ONU dans l'affaire congolaise, la Tunisie a tout fait pour faciliter un compromis dans la guerre d'Algérie qui la menace moins militairement que dans ses structures sociales et son équilibre politique. Là, l'internationalisation ne résulte pas tant du désir de préserver des positions économiques ou d'en conquérir que d'éviter les réformes sociales nécessaires, de noyer les aspirations que représente la révolution algérienne pour les masses opprimées de tout le Maghreb. Bourguiba a agi dans deux directions. Ce fut d'abord le « risque calculé », le projet d'une fédération algéro-tunisienne pour mener à bien la guerre d'indépendance, avec l'aide russo-chinoise si besoin était. Ce furent ensuite les entretiens de Rambouillet avec de Gaulle sous l'égide d'une alléchante communauté franco-maghrébine pour l'exploitation du Sahara. Ainsi Bourguiba tient si fort à l'indépendance de son pays et à celle de l'Algérie qu'il s'empresse de la sacrifier à n'importe qui et à n'importe quoi pourvu que ne soit pas évoquée la question sociale. Quant à l'unité du Maghreb arabe, cette grandiose perspective révolutionnaire qu'avait enrevue l'Etoile Nord-Africaine, et que seul le prolétariat aurait pu réaliser, elle est devenue l'objet d'un simple marchandage pour les représentants des nouveaux Etats bourgeois d'Afrique, d'un chantage mesquin et sans portée.

En plaçant la question algérienne sur le terrain du « droit des peuples » et de la démocratie bourgeoise, la solution négociée la place en réalité sur le terrain des intérêts économiques et politiques de l'impérialisme mondial, c'est-à-dire qu'elle étouffe tout ce qu'il pouvait y avoir de révolutionnaire dans le mouvement anti-impérialiste d'Algérie. Qu'on ne s'étonne donc pas si un Thorez glorifie précisément ce que désirent non seulement l'impérialisme russe, mais l'impérialisme américain, c'est-à-dire des négociations entre De Gaulle et Ferhat Abbas dans le cadre même du colonialisme français, c'est-à-dire des courants d'échange et d'exploitation séculairement établis entre la France et l'Algérie et, comme ils disent,

« des liens traditionnels d'amitié » entre les deux pays ; de telles négociations n'ont en effet pour but que d'atténuer au maximum les contradictions que la colonisation capitaliste a déchainées : n'est-ce pas à cette tâche que l'opportunisme ouvrier est par excellence voué, en tous lieux et en tous temps ?

La « solution française » est la plus réactionnaire non seulement parce qu'elle donne à des Ferhat Abbas et à des Bourguiba les moyens d'échapper toute solution révolutionnaire du problème social et en particulier agraire ; non seulement parce qu'elle évite à l'antagonisme russo-américain de se manifester de façon non pas pacifique mais aiguë dans cette région du monde, mais parce qu'elle préserve la possibilité pour lespires impérialismes de se poser comme les champions de l'indépendance « véritable » et de la démocratie : que comme au Congo, une explosion sociale fasse suite à l'indépendance, en Algérie, tout est prêt pour que, comme au Congo, ils éteignent le feu révolutionnaire au nom du « droit » ! C'est pourquoi, dès à présent, le prolétariat algérien doit se libérer de l'hypothèque démocratique que non seulement De Gaulle et Ferhat Abbas, mais derrière eux, l'impérialisme mondial, l'URSS et les USA, font à l'avance peser sur lui, sur toute velléité d'une action de classe enfin indépendante de sa part !

C'est l'ampleur même des contradictions sociales et de la lutte armée en Algérie qui ont rendu indispensable la solution apparemment plus « démocratique », car elle seule pouvait remplir efficacement la tâche du rétablissement de l'ordre bourgeois dans cette région convulsée du monde ; quand il s'agit de reculer, le plus démocrate est toujours aussi le plus agile. Aussi le rôle du PCF a-t-il été constamment, non pas la solution la plus française, mais la meilleure des solutions françaises, c'est-à-dire non pas l'intégration, mais la « discussion entre ceux qui se battent ». La part du stalinisme à l'œuvre de réaction aura été de préconiser la négociation comme seule issue possible à la révolution anti-colonialiste, de désigner Ferhat Abbas aux prolétaires algériens comme leur unique « représentant » et de tromper les prolétaires français par une propagande pacifiste : une nouvelle fois l'idéologie démocratique n'aura eu d'autre rôle que de défendre le capitalisme.

Le paradoxe de la solution formellement la plus démocratique, c'est en outre de faire de Ferhat Abbas le seul « représentant » d'une révolution qu'il n'a ralliée qu'à contre-cœur, et de lui permettre de s'engager

au nom « de tout le peuple » ; encore cela n'est-il possible que dans la mesure où De Gaulle lui donne assez de prestige, lui reconnaît assez de droits pour que ce bourgeois puisse passer pour un chef aux yeux des insurgés. Il y a mieux : De Gaulle a si bien compris les avantages de la représentativité qu'il entend négocier sur tout ce qui, en théorie, ne pourrait être tranché que par le suffrage universel, c'est-à-dire par la prétendue « expression de la volonté du peuple algérien : le Sahara, les bases militaires, l'avenir de l'Algérie et ses rapports avec la France. Quant à la « liberté de vote » — si vote il y a ! — il y a bien des chances pour que De Gaulle et Ferhat Abbas s'entendent d'ici là pour présenter aux suffrages du peuple une solution commune sur une liste commune : c'est ainsi que Ferhat Abbas pourrait bien devenir le chef de l'Algérie « nouvelle », lui que les fellaghas n'auraient certainement pas songé à considérer comme celui de l'Algérie révoltée et combattante !

Lorsque les staliniciens défendent la représentativité de Ferhat Abbas, ce n'est donc pas la révolution algérienne qu'ils défendent, son passé, son présent, ses perspectives de développement, c'est l'Etat bourgeois qu'elle porte en elle, dont ils ont hâte de l'accoucher, un Etat qu'ils espèrent « uni à la France » et qu'il leur presse de voir proclamer enfant légitime de la révolution. Dans Ferhat Abbas ce n'est pas le révolutionnaire bourgeois qu'ils soutiennent, qu'ils « représentent » auprès de De Gaulle, c'est le propriétaire, le commerçant, le client de la France, de l'URSS et de qui l'on voudra.

Ainsi le premier geste du PCF, lorsqu'il a fini par comprendre que De Gaulle recherchait la négociation, fut de « reprendre contact » par l'intermédiaire de la CGT avec la CGTA : Thorez veut sans doute faire entendre aux ouvriers algériens comment il conçoit les rapports futurs entre l'Algérie et la France. C'est sa façon à lui de « négocier ». En tous cas il aura été le premier à exploiter l'indépendance.

Pourtant la lutte ne saurait cesser avec cette « indépendance ». Au contraire, avec la paix, la guerre de classe prendra une autre forme, une autre ampleur, en Algérie comme en France : en Algérie, paysans et ouvriers connaîtront bientôt les limites politiques et sociales que le GPRA, devenu, de commis, le propriétaire, le marchand de l'indépendance, leur imposera. En France, les prolétaires découvriront (ils découvrent

déjà !) la rançon du pacifisme et de la paix : une exploitation accrue. C'est là-dessus que les bavardages diplomatiques et électoraux, la phraséologie démocratique et humanitaire vont essayer d'entretenir la confusion. On s'efforce de faire croire aux prolétaires français et algériens qu'avec la solution négociée, l'indépendance, tous les problèmes sont réglés !

Mais rien, ni les désaccords entre négociateurs, ni leur volonté de s'entendre, ni les « critiques » des démocrates, ni leur empressement à applaudir à un « règlement pacifique » ne pourra cacher longtemps l'antagonisme fondamental qui est l'antagonisme des classes, l'antagonisme entre l'organisation impérialiste et l'organisation socialiste du monde qui seul pourra réellement libérer les peuples tard venus à une indé-

pendance politique. Que nos démocrates et nos progressistes, les PMF, les Mollet, les Thorez se hâtent de chanter victoire, car leur chant pourrait bien être éphémère ! En contraignant pour un temps le mouvement algérien à l'arrêt, l'opportunisme a réussi non seulement à défendre l'impérialisme, mais à se survivre ; mais il ne réussira pas à conjurer indéfiniment la reprise de la lutte de classe, en France et en Algérie. En ressurgissant demain, plus puissante que jamais, la lutte de classe conduira inéluctablement l'opportunisme aujourd'hui ivre de son succès au seul lieu qui lui convienne, le tombeau promis à tous les défenseurs de causes condamnées par la grande Révolution sociale qui unifiera peuples « avancés » et peuples « arriérés » dans l'instauration planétaire du Socialisme.

Les AMIS DU PEUPLE ou à propos d'un Congrès

Les amis du peuple

Les justifications d'un titre.

Le lecteur attentif de la résolution du 16^e congrès du Parti communiste français (Saint-Denis 11-12-13-14 mai 1961), n'y trouvera cité qu'une fois le terme de prolétariat. Partout ailleurs il est fait allusion au « peuple », aux « forces populaires », aux « masses laborieuses ».

Le choix de telles appellations est symptomatique de la volonté délibérée du parti stalinien d'oublier, de trahir le marxisme. Et le but de notre article est de démontrer ceci : « Grattez un peu « l'ami du peuple », pourrions-nous dire en paraphrasant un apophtegme connu, et vous verrez apparaître le bourgeois. » (Lénine : Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates. Œuvres choisies T. I p. 95).

Ce que veulent les « amis du peuple ».

1^o) Une démocratie renouée et un Etat républicain.

W. Rochet se lamente sur la politique réactionnaire et rétrograde du pouvoir gaulliste dans le domaine économique et social. Comme preuve il donne le mouvement de concentration et le développement correspondant des monopoles qui ne font, selon lui, qu'augmenter les super-profits qui « sont réalisés d'abord aux dépens du salaire des ouvriers et des employés, mais ensuite et surtout au détriment de toutes les couches de la population laborieuse notamment de la paysannerie et des classes moyennes des

villes » (W. Rochet). Donc, pour lui, il faut lutter contre les monopoles ? Qu'en pense Lénine que les staliniens aiment tant... falsifier ? « Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme pré-monopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà vers le socialisme ! » (Lénine. Œuvres. T. 23, p. 108.) Ceci était valable pour la société russe qui parvenait au capitalisme. En est-il autrement lorsque celui-ci est pleinement développé comme dans la France actuelle ? A ce propos, Lénine ajoute : « On comprend pourquoi l'impérialisme est un capitalisme agonisant, qui marque la transition vers le socialisme : le monopole qui surgit du capitalisme, c'est déjà l'agonie du capitalisme, le début de la transition vers le socialisme. » (p. 118.) On ne lutte pas contre quelqu'un qui agonise, on l'achève !

Plus grave est encore la situation dans l'agriculture, car là « l'objectif » du gouvernement (N. d. R.), est clair : liquider environ 800.000 petites exploitations familiales, en dix ans, afin de favoriser la création d'une agriculture centralisée, basée sur la grosse exploitation. « Que faut-il faire ? »... La solution n'est pas de prendre la terre des petits paysans pour la donner aux gros, mais c'est à l'inverse (c'est nous qui soulignons, N. d. R.), de procéder à une réforme agraire qui fasse passer les terres des grands pro-

préteurs fonciers et oisifs et des exploités aux mains des paysans - travailleurs qui en manquent ou qui n'en ont pas assez.» (W. Rochet.) Autrement dit, ils veulent perpétuer cette couche de paysans parcel-laires à laquelle la France doit sa paix sociale depuis 1871 et que Marx caracté-ri-sait ainsi : « La petite propriété crée une classe de barbares presque en marge de la société, unissant la grossièreté des formes sociales primitives à tous les tourments et toute la misère des pays civilisés. » (Marx. Le Capital. Livre III. T. VIII, p. 191-192.)

C'est là que réside la contradiction déma-gogique : ils veulent une France forte mais, dans le monde capitaliste moderne, elle ne peut l'être qu'en éliminant les tares, les formes archaïques (voire gaulliste), et en même temps tous les petits-bourgeois qui les représentent, les défendent et qui consti-tuent le corps électoral actuel, ou à con-quérrir des staliniens. Ainsi, ils sont pour la force mais la réalité de celle-ci est leur condamnation : une France forte signifierait une faiblesse électorale du P.C.F. Alors tant pis pour la grandeur... des sièges au parlement avant tout !

**

Aucune mesure ne saurait pourtant, selon W. Rochet, restaurer la grandeur nationale si l'on ne poursuit pas parallèlement la rénovation de la démocratie. La France ne peut être que démocratique. Il est bien entendu que s'il faut protéger toutes les couches de la société française contre les atteintes du capital, il faut aussi que toutes puissent exprimer leur volonté et leurs désirs : « ... dans la situation actuelle, les partis expriment les intérêts et les aspirations des différentes classes et couches sociales (découverte extraordinaire que seul le XVI^e congrès pouvait faire !). Il faut donc empêcher leur interdiction comme le voudraient certains gaullistes, d'autant plus que s'il en était ainsi, les communistes perdraient leurs alliés car « Nous avons dit, déjà, que la renaissance démocratique et nationale ne peut être menée à bien par un seul parti, fut-il le nôtre, mais qu'elle exigeait une alliance loyale sur la base d'un programme démocratique commun entre le parti communiste et les autres partis et organisations démocratiques. » (W. Rochet.) Cette renaissance démocratique, Thorez nous indique dans son discours de clôture du XVI^e congrès, qu'elle a été le but poursuivi par le P.C.F. depuis la Libération. Malheu-reusement il est obligé de faire remarquer que la démocratie a toujours repoussé les avances des staliniens. Ils ont été évincés du gouvernement en mai 1947. Ensuite, ils

ont été plusieurs fois frustrés de sièges au parlement par le pouvoir établi. Depuis le rêve des staliniens est de revenir au gouvernement, car sans eux pas de démoc-ratie possible : « Depuis, la démocratie est allée en se dégradant. » Mais décidément celle-ci est une fille volage puisqu'elle aime flirter avec le pouvoir personnel. Au moment des événements d'Alger, les staliniens eux-mêmes considéraient que De Gaulle était le dernier rempart de la Démocratie. Bah ! ils sont habitués à ce genre de choses, et, si tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, c'est parce qu'il y a trop souvent violation de la démocratie et que celle-ci s'en accommode fort bien. Dommage que tu soies une putain !

Quel attachement pourtant à cette der-nière ! Les staliniens sans qu'on ne leur de-mande écartent « tout ce qui divise » pour « ne tenir compte que de ce qui unit ». En conséquence ils prostituent tout le marxisme pour se fondre dans le peuple et, qu'en échange, on leur laisse le droit démocratique d'exister. Voilà le « réalisme socialiste » : puisque tu es une putain, pour te plaire nous nous prostituons.

Qui peut protéger les staliniens des fre-daines de la démocratie ? Un état répu-blicain qui sera le produit de cette Assem-blée Constituante qu'ils réclament à cor et à cri. Nos « amis du peuple » ne peuvent comprendre que, dans une société bour-geoise, l'Etat lui aussi ne peut être qu'un Etat de classe. » (Lénine. T. I, p. 281.)

2°) Reconnaissance du rôle irremplaçable du P.C.F. dans la nation.

Le travail n'est pas terminé lorsque l'on a démasqué le P.C.F. et qu'on a démontré que sous ses phrases ampoulées sur le socialisme de... l'avenir se cache un contenu bourgeois, il faut démontrer encore quelle est la réalité de ce parti et la faire éclater à tous. Falstaff disait : il n'y a qu'un cadavre pour contrefaire un homme ; de même il n'y a qu'un cadavre de parti pour contre-faire un parti. Ce cadavre qui lie dans sa tombe tout le mouvement ouvrier français et tente de se donner l'illusion de la vie en déclamant une phraséologie prétendu-ment marxiste, est-il nécessaire de le criti-quer ?

La critique a effeuillé les fleurs imagi-naires qui couvraient la chaîne, non pas pour que l'homme porte la chaîne prosai-que et désolante, mais pour qu'il secoue la chaîne et cueille la fleur vivante. » (Marx. Critique de la philosophie du droit de Hégel.)

Effectivement, il est nécessaire de con-duire une critique comme nous l'avons fait

précédemment car nous voulons non seulement que les ouvriers rejettent les illusions stalinienne qui ne sont qu'exhalaisons fétides de l'infecte décomposition du P.C.F., mais qu'ils secouent et rejettent ce dernier pour venir à la vie réelle qui ne peut être que dans le véritable parti communiste mondial en formation. Pour cela, nous opposerons simplement la décomposition de la théorie à la théorie vivante, la prostitution de la conduite du prolétariat à la conduite libératrice, le but falsifié au but réel.

C'est dans l'appréciation du rôle de la classe ouvrière et celui de son parti que se révèle pleinement la mort totale du P.C.F. Pour défendre le rôle irremplaçable du parti, G. Marçais a déclaré au XVI^e congrès : « Seule la classe ouvrière ne peut résoudre toutes les tâches posées devant elle. C'est vrai pour la réalisation de ses objectifs immédiats, comme c'est vrai pour l'instauration du socialisme. »

Oublié, étouffé donc, le fameux cri de la 1^{re} Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Oubliées et mises au compte des folies de jeunesse, les vibrantes pages des œuvres, dites philosophiques, de K. Marx sur la mission historique du prolétariat. C'est dans celles-ci qu'est pourtant lancé le défi à la classe dominante (comme les bourgeois l'avaient fait au moment de leur révolution : le Tiers-Etat n'est rien ; il veut être tout) : bien loin de libérer l'humanité, vous l'avez encore plus fortement asservie et, vous même, vous vous êtes asservi à une force qui de jour en jour va en vous asphyxiant, le capital ; seul le prolétariat peut assurer cette libération. L'émancipation de la société humaine, telle est la mission historique de celui-ci : le prolétariat est révolutionnaire ou n'est pas. Marx et Engels et les socialistes de tous les pays ne se préoccupèrent pas de chercher des aides pour accomplir cette tâche mais plutôt d'expliquer pourquoi il en était ainsi : « Si les auteurs socialistes attribuent au prolétariat ce rôle historique mondial, ce n'est pas du tout, comme la critique affecte de le croire, parce qu'ils considèrent les prolétaires comme des Dieux. C'est plutôt le contraire : dans le prolétariat pleinement développé... l'homme s'est perdu, mais il a, en même temps, non seulement acquis la conscience théorique de cette perte, il a été contraint directement à se révolter contre cette inhumanité par la détresse désormais inéluctable, impossible à pallier, absolument impérieuse, et c'est pour cela que le prolétariat peut et doit s'affranchir lui-

même. » (C'est nous qui soulignons N.d.R.) Mais « il ne peut s'affranchir lui-même sans supprimer ses propres conditions d'existence, sans supprimer toutes les conditions d'existence inhumaines de la société actuelle qui se condensent dans sa situation. » (Marx. La Sainte-Famille).

Le même défi est lancé en 1848 dans le Manifeste des Communistes. Bien qu'étant une infime minorité dans la société et bien que la bourgeoisie n'ait pas épuisé toutes ses possibilités, à l'échelle mondiale, le prolétariat pose la question du pouvoir. Il conteste la direction de la société à la classe bourgeoise. Dans cet ouvrage sont clairement exprimées les différentes phases de développement que parcourt la classe ouvrière : constitution de la classe, regroupement et organisation de celle-ci sous l'impulsion du capitalisme, constitution du parti politique qui est une minorité de la classe mais qui représente les intérêts généraux de celle-ci ; prise du pouvoir, la classe se constitue en Etat dominant, enfin dépérissement de cet Etat et arrivée dans la société communiste où les classes ont disparu (la dernière partie fut précisée dans la « Guerre civile en France »).

Pour les marxistes, la classe n'est pas une simple collection d'individus se caractérisant par un certain rapport dans la production. La classe est un protagoniste de l'histoire et elle n'existe que lorsqu'existe le parti. Pas n'importe quel parti ; seulement celui qui défend intégralement le programme communiste défini dans les textes fondamentaux du marxisme. C'est pourquoi il ne peut y avoir qu'un parti du prolétariat. Les autres peuvent regrouper des prolétaires mais étant donné leur programme, ils ne font qu'assurer la pérennité du capitalisme. Combien de fois Marx et Engels n'ont-ils pas exposé le rôle prééminent du parti ?

« Considérant,

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, crédits, etc.) ;

...Considérant :

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — le prolétariat — organisé en *parti politique distinct*... (c'est nous qui soulignons). Marx. Introduction au projet de programme pour le Parti ouvrier français de 1880) ;

Puisque, selon G. Marçais, la classe ouvrière seule ne peut accomplir sa tâche, il faut de l'aide : « C'est pourquoi notre XV^{me} congrès lança le double mot d'ordre : « A tout prix front unique de la classe ouvrière et des classes moyennes ».

Ainsi, on veut faire reprendre au prolétariat une tactique condamnée depuis plus de cent ans parce qu'elle conduit inévitablement à la catastrophe et au massacre des prolétaires. La défaite de juin 1848 en est un cuisant exemple. C'est en pensant à cette dernière que Marx a rédigé l'Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes, 1850, dont nous avons publié d'abondant extraits dans le n° 14 de P.C. dans l'article : « Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques ». Un exemple plus récent est fourni par le Parti communiste chinois qui s'allia au Kuomintang présidé par Tchang-Kai-Chek. Celui-ci récompensa les communistes de Canton en les faisant brûler dans les chaudières des locomotives (1927). Voilà, prolétaires, l'avenir que vous réservent Thorez et Cie.

G. Marçais a bien raison ! Le P.C.F. a eu un rôle irremplaçable dans la nation ; celui de mobiliser le prolétariat français pour la deuxième guerre mondiale ; celui de dévier de la lutte en faveur des peuples colonisés (1). Il voudrait pouvoir continuer à jouer ce rôle bien que, maintenant, d'autres partis démocratiques puissent prétendre le remplacer.

Que ce soit Saint-Thorez ou Saint-Waldek-Rochet qui recherchent la grandeur nationale dans la réalité ou Saint-Garaudy qui la recherche dans le rêve (2) tout le monde est sûr « que notre peuple riche de ses traditions imposera le retour à une démocratie authentique (3) qui permettra à la France de reprendre le chemin de la vraie grandeur nationale. » (W. Rochet). Les staliens ont noyé le prolétariat dans le peuple, à nous de l'en extraire. A nous aussi de lui indiquer sa tradition. Le sta-

(1) Voir *Programme Communiste*, N° 6, 9, 11 et 14.

(2) Nous faisons allusion à une série d'articles parus dans *France-Nouvelle* ou Garaudy rêvait ce qui se passerait après la disparition du pouvoir personnel. Il rêve en particulier qu'il y aura 200 députés communistes à la nouvelle Assemblée.

(3) « Plus le Régime est démocratique, et plus il est évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme, et non l'absence de droits » (Lénine T. 23, p. 80).

linisme est dans la tradition de toutes les erreurs et les déviations petites-bourgeoises du mouvement ouvrier français. Ainsi, du blanquisme il a repris l'exaltation de la grandeur nationale qui menait Blanqui à un chauvinisme exacerbé :

« Comme je hais ce peuple. Ah ! ce peuple de brutes ! Si nous pouvions avoir un jour notre revanche sur toi ! Si vous aviez un fils, mon cher Ranc, si Gambetta en avait un, comme vous sauriez lui donner la haine de notre vainqueur, aussi vivace que l'amour de notre patrie. »

Chauvinisme justifié au nom de la civilisation : « Ils viennent (les allemands, N.d. R.) pour nous refouler mille ans en arrière dans les brouillards ténébreux de la Baltique. » C'est le même argument qui fut utilisé en 1914 pour justifier l'Union Sacrée et en 1939 pour justifier « la guerre nationale ».

Pour concilier cette trahison avec l'internationalisme prolétarien, les staliens utilisent la même rhétorique opportuniste que les socialistes français du siècle dernier : « Les internationalistes peuvent se dire, au contraire, les seuls patriotes parce qu'ils sont les seuls à se rendre compte des conditions agrandies dans lesquelles peuvent et doivent être assurés l'avenir et la grandeur de la patrie, de toutes les patries, d'antagoniques devenues solidaires. »

De même ils ont pris à Proudhon sa théorie de la misère. Comme celui-ci ils pleurent devant les capitalistes en démontrant l'aggravation des conditions de vie du prolétariat ; comme celui-ci, ils voudraient qu'il y ait une justice qui fasse que tout ouvrier ait son minimum vital sans léser les intérêts des autres couches sociales ; « ils raisonnent comme si l'on pouvait remédier à la situation par des mesures d'ordre général, susceptibles de satisfaire tout le monde et tendant à assurer l'« essor ». L'« amélioration », etc., comme si l'on pouvait concilier et unir » (Lénine). C'est pourquoi ils aboutissent, en pratique, au résultat que Proudhon proclamait en théorie : l'incapacité politique des classes laborieuses, c'est-à-dire l'impossibilité de celles-ci de se libérer.

La véritable tradition du prolétariat français est une tradition de lutte. Elle est chez ce même Blanqui qui déclarait qu'« il n'y a pas d'autre force que la force ». Qui — à l'encontre de ce que font nos « communistes » actuels — voulait une organisation effective du prolétariat et pour cela était contre les mouvements de revendications parcellaires : « On veut parquer l'ouvrier dans son individualité d'atome,

lui interdire tout concert pour la protection de ses intérêts... on prétend l'isoler dans son impuissance individuelle... A ces brins d'herbe isolés qui se courbent et jaunissent sous le vent, on ne permet pas de se serrer en faisceau contre la tempête. « Elle est dans la lutte de juin 1848, dans celle de la Commune de Paris qui « a transformé une guerre de peuples en guerre civile ». (Lénine). Elle est aussi chez les socialistes qui comme J. Guesde criait aux ouvriers : « La Révolution qui vous incombe n'est possible que dans la mesure où vous resterez vous-mêmes, classe contre classe, ne connaissant pas et ne voulant pas connaître les divisions qui peuvent exister dans le monde capitaliste ». Ce monde capitaliste qui est « le navire à cloisons étanches qui peut faire eau d'un côté et qui n'en continue pas moins à flotter insubmersible. Et ce navire-là, ce sont les galères du prolétariat sur lesquelles c'est vous qui ramez et qui peinez, et qui peinez et qui, ramerez toujours, tant que n'aura pas été coulé, *sans distinction de pilote*, (c'est nous qui soulignons N.d.R.), le vaisseau qui porte la classe capitaliste et sa fortune, c'est-à-dire les profits réalisés sur votre misère et votre servitude ».

Le mouvement communiste ne renoua que peu de temps avec cette magnifique tradition (lutte lors de l'invasion de la Ruhr par les troupes françaises en 1923, lutte anti-coloniale du P.C.F. lors de la guerre du Rif). Très vite il retomba dans les péchés du mouvement français : patriotisme, chauvinisme, démagogie démocratique, défense du droit de propriété et des intérêts des petits-bourgeois, pour en arriver au stade actuel de putréfaction où il n'a de communiste que le nom.

Dans la France des Droits de l'Homme, pays vénéré de la démocratie bourgeoise, le prolétariat a violemment crié que seule la force pouvait émanciper la société humaine du joug du capital. Qui a la force a raison. Les défaites de 1871 et de 1914 l'ont canalisé dans le chemin du droit. Aussi n'est-il plus maintenant qu'une couche sociale indifférenciée à l'intérieur de la société française.

❖

L'avenir du prolétariat français n'est pas dans la restauration de la grandeur française ni dans la rénovation de la démocratie. Il est dans la dictature de classe du prolétariat à l'échelle mondiale. Atteindre cet objectif suppose la reconstruction

du parti marxiste révolutionnaire. Celle-ci suppose le rejet de toute idéologie démocratique qui est si vivace en France ; celui de toute théorie qui voudrait dans la république française « un mieux en soi » ; au contraire les prolétaires doivent avoir pour lui une aversion profonde parce qu'il incarne toute la société bourgeoise dans son caractère progressif.

Le développement économique du monde moderne a fait que depuis 1871, le prolétariat français n'a plus un rôle directeur dans la révolution communiste. Le centre révolutionnaire s'est déplacé vers l'Est (Allemagne) surtout. De ce fait, il faut qu'il sache prendre correctement sa place dans la lutte, à l'échelle planétaire, de la classe ouvrière contre le Capital. Pour cela, il faut qu'il renoue avec la tradition internationaliste que la direction stalinienne lui a fait perdre depuis longtemps.

La révolution communiste est un but grandiose et lointain. Mais la reconstruction du parti est une œuvre de tous les jours. Elle ne se réalise pas uniquement au travers d'une lutte théorique. Elle s'accomplit aussi en reprenant une pratique révolutionnaire. On adopte une telle pratique lorsqu'on refuse les grèves partielles, surtout les grèves pour soutenir un quelconque pouvoir bourgeois (le fameux pilote dont parlait J. Guesde) et qu'on accepte la grève générale comme moyen de lutte pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. On l'adopte aussi lorsqu'on refuse de transformer le 1^{er} mai — journée de commémoration du martyr des ouvriers de Chicago, journée de grève et de lutte qui fut instaurée, lors de la fondation de la II^{me} Internationale, pour obtenir la journée de 8 heures — en une procession patriotique, en une glorification du travail forcé, de l'esclavage moderne, ou bien en une manifestation de repentailles à propos des atrocités commises au cours des guerres impérialistes (manifestations de déportés, etc...) Le 1^{er} mai, le prolétariat n'a pas à porter une offrande de vie, un bouquet de muguet au Capital. Il doit au contraire perfectionner l'arme qui pourra lui porter un coup mortel.

Les anciens pensaient que si l'on ne recouvrerait pas de terre un homme mort, son âme viendrait hanter les vivants. De même, le P.C.F. ne disparaîtra pas de lui-même de la scène politique. Sa décomposition fétide est son âme véritable. Alors prolétaires, vite une pelletée et qu'on n'en parle plus.

Les deux visages de la Révolution cubaine.

C'est seulement en apparence que les mouvements cubains dont les « barbudos » ont été et sont les personnages imagés se relie à ceux qui ont secoué, jusque dans ses fondements, l'ordre traditionnel en Asie et en Afrique.

La lutte violente contre l'impérialisme et les grands monopoles est leur fait commun. Seulement, dans le cas des pays afro-asiatiques la lutte d'indépendance nationale qui vise à la constitution d'Etats unitaires (elle est donc dirigée contre les puissances coloniales, contre le joug financier du capitalisme impérialiste) masque un aspect de lutte plus ample, plus fondamental, contre des structures traditionnelles, féodales ou para-féodales. A Cuba, et en général dans l'Amérique latine, bien qu'à des degrés divers, le capitalisme a été, désormais depuis des dizaines d'années, importé par les Etats-Unis et par les autres pays capitalistes, et l'économie interne présente, depuis longtemps, la structure fondamentale bourgeoise donc, aussi, une structure sociale s'appuyant sur un prolétariat important et surexploité.

Dans ce dernier cas, l'objectif de la « révolution » anti-coloniale réside dans l'effort de la jeune bourgeoisie indigène de se libérer de la sujétion du capital financier étranger (à l'ombre duquel elle a toutefois grandi) ou, selon les cas, d'établir avec celui-ci un rapport de co-participation aux profits réalisés dans l'exploitation des ressources locales, en utilisant, dans ce but, la poussée de la rébellion des masses prolétariennes et semi-prolétariennes en la canalisant vers l'objectif nationaliste, en empêchant toute possibilité d'orientation social-révolutionnaire et en faisant le tremplin de son propre renforcement pour la direction de l'Etat. Les mouvements et les régimes qui surgissent dans cette aire et dont l'exemple cubain offre le modèle le plus « pur » se présentent comme violemment nationalistes à l'extérieur et comme réformistes à l'intérieur. Par rapport à l'extérieur ils ont une fonction historique dans la rupture des équilibres impérialistes ce qui peut provoquer et provoque, en fait, dans les grands centres de la piraterie bourgeoise (en particulier aux E.U.) des crises de prestige et des difficultés économiques sérieuses dont l'éclatement violent ne peut laisser « indif-

férent » le prolétariat mondial et le parti révolutionnaire communiste. A l'intérieur, ils exercent une action de frein sur les contrastes sociaux. En conséquence, le problème d'un *appui armé* aux partis nationalistes de la part du prolétariat international et indigène ne se pose pas, car le problème de « faire tourner en avant la roue de l'histoire » n'existe pas puisque, dans cette zone, il n'y a pas de structures pré-capitalistes résiduelles à détruire. En revanche, se pose le problème de dénoncer les objectifs bourgeois réformistes de ces partis et celui de provoquer la *séparation* de la classe ouvrière des partis et des régimes inter-classistes tout en proclamant la lutte ouverte du prolétariat pour conquérir le pouvoir.

Dans le cas particulier de Cuba, le prolétariat révolutionnaire peut valoriser les raclées infligées soit aux mastodontes sucriers et pétroliers américains, soit à leur gouvernement intervenu au nom de la « liberté » et de l'« autodétermination » des peuples, ainsi que le démasquage de ces faux drapeaux idéologiques ; mais il doit railler et combattre la prétention castriste d'avoir accompli une « révolution sociale » et, pire encore, d'avoir construit de but en blanc une « république socialiste » avec la bénédiction, comme il se doit, de l'autre centre de l'affairisme mondial : le Kremlin.

Les staliniens-krouchtcheviens — commis voyageurs des régimes populaires inter-classistes baptisés progressistes et même socialistes — ne sont pas les seuls à créer et à diffuser le mythe de Cuba socialiste ce qui, entre parenthèses, porte de l'eau au moulin des bourgeois en mal de radicalisme qui prèchent la possibilité de la « révolution » sociale sans parti de classe et donc sans marxisme. Ils sont aidés par les nationaux-communistes à la Tito et par ceux qui — pour le malheur du grand révolutionnaire russe — se proclament trotskystes.

Socialismes préfabriqués.

Pourtant le visage de la « révolution sociale » cubaine apparaît clairement non seulement à travers les déclarations, même les plus récentes, de Castro et des Pères du Kremlin, mais aussi à travers les analyses de celles-ci faites par des groupes

crypto-staliniens. Dans son numéro de décembre 1959, la revue « Cahiers Internationaux » définissait, avec beaucoup de satisfaction, la « révolution » castriste comme suit : « Une révolution qui, dans la période historique actuelle, est respectueuse de la propriété privée, ne prétend pas rompre les cadres du capitalisme national (il s'agirait plutôt de les développer), mais du capitalisme financier monopoliste étranger. Une révolution qui peut suivre une voie pacifique dans le cadre de la légalité constitutionnelle... etc. » ; et, dans le numéro de février 1961 : « La Révolution cubaine est « née coiffée ». La solidarité et le dévouement de son peuple, l'isolement, la faillite politique et l'abjection morale de ses adversaires, ont sauvé le pays du chaos administratif et des remous économiques qui auraient pu résulter d'une longue et destructrice guerre civile (ces gens-là déprécient surtout la guerre civile et ses « risques » N.de.R.) ». Le respect de la propriété privée est devenu le centre des déclarations et des actes du gouvernement du grand Barbudo même après les événements retentissants qui ont vu les E.U. être honteusement rejetés à la mer. D'autre part, le mouvement castriste ne commença à apparaître révolutionnaire au Pentagone et à la Maison Blanche, qui l'avaient vu avec faveur à cause de son opposition au régime corrompu de Batista, seulement le jour où il viola les droits sacrés de la propriété de quelques citoyens américains. Il finit par être relégué dans le monde des réprouvés quand, devant les représailles yankees, le régime castriste se montra prêt à s'aligner sur le bloc communiste au moins dans le domaine commercial et dans celui de la manœuvre diplomatique. Les bénédictions de la hiérarchie catholique ne manquèrent pas à la naissance de la « nouvelle société » cubaine ; de même que ne manquent pas les proclamations filo-barbudo de la part d'économistes et sociologues américains pourtant fermes adversaires du marxisme. Nous verrons plus loin quelle est la réalité de la transformation économique entamée par Castro. Pour le moment ce qui vient d'être indiqué suffit à en démentir le caractère socialiste.

Liberté made in U.S.A.

Il faut — même d'une façon imparfaite — indiquer les points fondamentaux de l'évolution de l'île depuis son indépendance obtenue contre l'Espagne avec l'aide des E.U., afin de comprendre son évolution actuelle.

C'est depuis 1898 que peuvent s'appliquer à Cuba comme pour la plupart des pays de l'Amérique latine, les paroles de Lénine, dans sa brochure : « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » : « Caractéristiques pour l'époque ne sont pas seulement les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore les formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique. Nous avons déjà indiqué une de ces formes : les semi-colonies. En voici une autre dont l'Argentine, par exemple, nous offre le modèle. » Lénine ajoutait une citation de Schulze Gaevernitz extraite d'un ouvrage sur l'impérialisme britannique (Leipzig 1906) : « L'Amérique du Sud, et surtout l'Argentine, est dans une telle dépendance financière de Londres qu'on pourrait presque l'appeler une colonie commerciale des Britanniques ». De même nous pouvons dire que depuis 1898, Cuba est une dépendance commerciale des E.U., ceux-là même qui lui avaient facilité l'accession à l'indépendance politique.

Il faut noter, toutefois, que l'intervention des troupes U.S.A. contre l'Espagne se situa alors que pratiquement la rébellion nationale cubaine avait déjà acquis la victoire sur les Espagnols. Quoi qu'il en soit, les troupes américaines débarquées à la La Havane devaient y demeurer 4 ans. Et, dès 1901, des conventions passées entre le gouvernement cubain et Washington accordaient, entre autres, un régime préférentiel de douane pour les marchandises et les capitaux américains à leur entrée à Cuba, en même temps que des concessions et des prix spéciaux pour la terre. En outre, Cuba renonçait au droit (drôle d'indépendance politique !) de signer des traités commerciaux ou de faire des emprunts avec d'autres pays que les E.U. Le résultat fut clair : les investissements U.S. à Cuba s'élevèrent en 1929 à près d'un milliard de dollars (en 1958, encore 850 millions) ; tandis que la même année près de 70 % des exportations cubaines allaient aux U.S.A. et 65 % des importations de Cuba provenaient des Etats-Unis. A propos des investissements, on doit noter que le chiffre de 1958 (850 millions de dollars) est le plus important de toutes les exportations de capitaux réalisés dans le monde par les Etats-Unis (programmes militaires exceptés). Entre 1901 et 1933 l'île tout entière, à tout le moins 90 % des terres cultivables, devient propriété de sociétés américaines

au moyen de baux à long terme. Le reste est hypothéqué en faveur de banques américaines ou de créanciers des Etats-Unis. En même temps que l'industrie du tabac, la seconde en importance après le sucre, toutes les banques, chemins de fer, compagnies de transports urbains, usines électriques, P.T.T. et autres services publics sont propriétés de capitaux U.S.A., sans oublier les ressources pétrolières et les exploitations minières. On retrouve pratiquement les plus grosses firmes U.S.A. à Cuba, qui a constitué ainsi le terrain d'élection de l'impérialisme américain pendant près d'un demi-siècle.

Cuba a produit en 1958 environ 5.800.000 tonnes de sucre de canne, représentant pratiquement les 90 % de la production mondiale et la quasi-totalité des besoins commercialisables. D'une production de 1 million de tonnes en 1895 jusqu'à 1900, elle passe à plus de 5 millions de tonnes dès 1925 à la suite de l'impulsion des capitaux américains et de leur prédilection pour ce genre d'investissements. Simultanément, la proportion de terres consacrées aux plantations de canne à sucre atteint rapidement près de 70 % des terres cultivées et l'emploi de 60 % de la main-d'œuvre totale.

Le sucre raffiné représentant 80 % de la valeur des exportations cubaines est fabriqué dans des usines dont 40 sont détenues par des propriétaires américains traitant près de la moitié de la récolte tandis que les propriétaires cubains détenteurs des 120 autres établissements se partagent le reste de la capacité productive.

Tout le monde sait que la domination du capital financier américain a eu pour effet d'accroître la monoculture, sur de grandes superficies, de la canne à sucre et du tabac. Cette monoculture a eu pour conséquences l'aggravation de la concentration de la propriété foncière privée, l'expropriation et la paupérisation de la petite paysannerie ; d'accroître la vulnérabilité aux crises de l'économie indigène (dépendances des vicissitudes du marché mondial) ; d'augmenter les possibilités de famine à tel point que Cuba est considérée comme un des plus grands centres de « l'économie de la faim ». Il suffit d'indiquer que le riz, élément essentiel de l'alimentation indigène, jadis cultivé sur une vaste échelle, doit être désormais presque totalement importé ; ce qui occasionne une dépense de 20 millions de dollars chaque année. Dépendance économique et politique, fragilité des structures productrices, prolétarianisation, misère et famine

chroniques, et, sur cette base, la succession de gouvernements ultra-corrompus, représentant à la fois des intérêts du grand capital étranger et de la propriété aristocratique cubaine ; voilà le bilan de soixante ans d'indépendance sous l'aile protectrice de la piraterie yankee.

Importance du prolétariat et du sous-prolétariat.

Ce capitalisme monstrueux, greffé sur un régime semi-esclavagiste de gros propriétaire terriens, a engendré, à Cuba, un prolétariat et un sous-prolétariat important et surexploité, croupissant dans une indigence effroyable.

Sur une population active d'environ 2 millions d'individus, un million et demi est constitué par des salariés purs dont plus de 800.000 agricoles. Les classes moyennes comprenant les employeurs, les artisans et les éléments ayant une profession libérale ne comptent en tout qu'un demi-million d'individus. A la prolétarianisation importante de la population cubaine s'ajoute le phénomène de l'urbanisme. Sur un total de 6.200.000 habitants, un tiers au moins est concentré dans 9 villes. A elle seule, la ville de La Havane en regroupe près de 1.200.000 qui vivent grâce au port, aux raffineries, au tourisme, au petit trafic aléatoire (et, s'il le faut, de contrebande) et grâce aux « services » réclamés par les bateaux étrangers et par la base américaine de Guantanamo. De l'industrie sucrière dépendent 500.000 ouvriers agricoles qui sont employés seulement 4 mois de l'année, au moment des récoltes. Le chômage atteint en « tiempo muerto » saisonnier 15 à 20 %. L'importance des traditions anarcho-syndicalistes aidant, la rapide main-mise capitaliste sur l'économie cubaine a eu pour résultat de provoquer un regroupement des salariés dans les organisations syndicales : plus d'un tiers des prolétaires agricoles ou urbains sont syndiqués. Seuls quelques noirs et les « guajiros » (dont nous reparlerons) s'y refusent.

Il est facile de comprendre quel potentiel révolutionnaire constituait une telle masse de sans réserves. Pourtant, quand les masses paysannes et ouvrières déferlèrent sur La Havane en manifestant contre le gouvernement de Batista, le « mouvement du 26 juillet » (1) était déjà prêt pour

(1) Le mouvement du 26 juillet tire son nom de la première action de F. Castro en 1953, lorsqu'avec une bande de 200 compagnons il s'empara d'une station de radio à Moncada - Santiago de Cuba.

lui offrir le pouvoir sous la forme d'une intégration à un gouvernement de Front Populaire avec les objectifs purement bourgeois de démocratie et d'indépendance nationale, soutenu par des éléments radicaux : étudiants, intellectuels, petits et moyens bourgeois de la campagne et de la ville. Il fallait à tout prix « éviter le chaos », c'est-à-dire empêcher que les masses prolétariennes ne sortent du cadre de la légalité : c'est ainsi que l'on s'achemina vers... le socialisme.

Les guajiros.

Les guajiros sont les descendants des premiers colons espagnols qui n'ont pas reçu de lots de terre suffisants pour prospérer. La plupart illettrés, propriétaires misérables ou fermiers-métayers, ils sont maintenant groupés dans des associations de petits propriétaires et de fermiers, associations créées par les « révolutionnaires » cubains ; ils ont ainsi voix prépondérante non seulement dans les décisions intéressantes la réforme agraire, mais aussi dans le choix des cultures à implanter au lieu des cultures industrielles du sucre, du tabac, etc... et leurs avis comme leurs décisions sont inspirés de la volonté d'échapper à la prolétarianisation à laquelle les condamnant la concentration industrielle des terres, du fait de leur endettement progressif. C'est donc un élément des plus réactionnaires parce que, sous le prétexte de diversification des cultures, il oriente la réforme agraire vers une extrême parcelisation. Or, arracher au monstrueux asservissement de la monoculture le pays de Cuba était une mesure qui s'imposait ; mais diviser le sol en petites parcelles privées est un objectif petit-bourgeois et anti-prolétarien qui pèse sur les développements du mouvement cubain.

Le castrisme.

Arrêté à la suite de la tentative de juillet 1953, F. Castro se défendit durant son procès, en se basant sur la constitution de 1940 qui reconnaissait le droit à la révolte et en citant des exemples de révolutions modernes anti-féodales ainsi que les déclarations des Droits de l'Homme et celle de l'Indépendance des Etats-Unis. Dans sa plaidoirie que l'on considère aujourd'hui comme son programme, il inclut la restauration des libertés publiques et la démocratie politique. Du point de vue économique, il revendiqua l'attribution des terres aux petits exploitants, la propriété non-hypothécable et non-transférable, la nationalisation des services publics et la

restitution au peuple des taxes téléphoniques ou télégraphiques indument perçues. Quant aux travailleurs, Castro proposait le droit de partager jusqu'à 30 % des profits de toutes les entreprises industrielles, minières et commerciales, y compris les usines à sucre.

Parvenu au pouvoir en janvier 1959, à quels objectifs Castro va-t-il s'attaquer et à quel rythme ? Dans un pays d'Amérique centrale où des dictatures policières règnent depuis 1930, où la bourgeoisie nationale elle-même est faible, où la base rebelle est constituée par des paysans sans terre, où enfin une partie des petites entreprises industrielles et commerciales est ruinée par l'énorme concentration financière des Etats-Unis, le premier acte est de réduire les fermages, abaisser les prix des produits alimentaires, augmenter les salaires les plus bas et s'attaquer au problème chronique du chômage. Dans le domaine agricole, la terre est découpée en parcelles qui sont remises aux familles et aux fermiers, tandis que sont mises en place des coopératives de production dans les régions où se cultive la canne à sucre.

Mais le simple fait d'introduire de telles mesures dans le paradis des investissements américains équivaut à s'attaquer aux Etats-Unis. Aussi assiste-t-on, après que le stade des menaces est passé, à l'engrenage des mesures de rétorsion de la part du gouvernement de Washington auxquelles le nouveau gouvernement cubain peut répondre d'une manière plus efficace que celui du Guatemala ou d'autres républiques sud-américaines qui se sont révoltées contre les E.U. parce qu'il a préventivement « coiffé » sa révolution en se présentant comme le dirigeant d'un mouvement populaire où le prolétariat est noyé dans la masse paysanne qui réclame des terres et comme l'indique la revue « Cahiers Internationaux » : « La stabilité de l'emploi, des conditions de travail plus humaines et des salaires équitables ».

En réponse aux attaques américaines contre Cuba, le gouvernement de Castro, dans les premiers mois de 1960, répond en arrachant le contrôle d'abord, en nationalisant ensuite les propriétés étrangères, principalement celles des Etats-Unis. Ce fut d'abord le cas des raffineries de pétrole, contrôlées par des sociétés américaines, qui refusaient de raffiner le pétrole brut en provenance d'Union Soviétique, puis celui des usines à sucre. En mai 1960, sur les 1.620.000 hectares de terre consacrés à la canne à sucre, 1 million environ passent à

sous contrôle du gouvernement cubain. La moitié demeurera réservée à la culture de la canne à sucre, le reste sera planté d'autres espèces végétales. Sur 400.000 exploitations agricoles désormais contrôlées par le gouvernement cubain, la gestion directe du gouvernement central interviendra dans 230.000 d'entre elles, l'expropriation pure et simple n'intéressant que 10 % du total ayant fait l'objet d'enquête. Dans le seul rachat de 350 exploitations, près de 8 millions de dollars U.S. ont été déboursés, dont les 3/4 en bons du trésor cubain à 20 ans (valeur basée sur l'impôt foncier pesant sur les petites parcelles). De façon générale, les expropriations ont touché les propriétaires fonciers ayant soutenu Batista, les entreprises où les conflits du travail ont été récemment fréquents, ainsi que les monopoles américains. Jusqu'à maintenant, seules les compagnies minières, également à capital U.S., n'ont pas été touchées. On sait d'autre part (et cela a été maintes fois répété ces jours-ci) que la « réforme agraire » ne touche pas les propriétés de plus de 400 hectares. Elle est donc encore plus timide que celle pratiquée par Nasser, sans compter qu'elle laisse intactes les entreprises ayant une certaine efficacité.

Le gouvernement a enfin entamé un programme d'industrialisation ; problème urgent dans toutes les républiques latino-américaines, caractérisées par un développement anormal et plein de déséquilibres de l'économie capitaliste qui développe une ou seulement quelques branches d'industries liées à l'exploitation des ressources naturelles, en sacrifiant ou en asphyxiant les autres ; ce problème est d'autant plus urgent que règne, de façon chronique, un chômage total ou partiel. Mais de tels plans pour être réalisés — dans le cadre d'une « révolution » radicale-bourgeoise — suppose l'« aide » tout autre que « gracieuse » de la grande finance étrangère. C'est pourquoi, étant donné que la dette extérieure de Cuba s'accroît d'environ 50 millions de dollars U.S. (au moment de la fuite de Batista, elle était de 1,5 billion de dollars) et que le stock de sucre de canne inventuré de la récolte de 1959 est 1 million de tonnes, les acheteurs neutres d'abord, russes ou chinois ou autres démocrates-populaires ensuite, sont bienvenus. 1.700.000 tonnes d'abord, 345.000 t. ensuite sont achetées par les Russes. Quelle aubaine (F. Castro tombe dans les bras de Krouchtchev à l'O.N.U.) ; mais à quel prix ? Au moins au même prix que les U.S.A. ? Pas du tout. Ces derniers garantissaient l'achat de

3 millions de tonnes de sucre, bon an mal an au prix de 1957, c'est-à-dire à 5 cents la livre. Or le cours international était tombé à 2,78 cents la livre, les Russes ont fait profiter leur nouvel ami, du prix du marché mondial ! Le reste est histoire récente. Dans tous les cas le heurt violent contre les U.S.A. et la proclamation bouffonne de la « république socialiste » n'ont rien changé aux caractères fondamentaux d'un régime inter-classiste, démocratico-radical, et national-étatique.

Le stalino-krouchtchevisme.

On peut se demander quel rôle a pu jouer le parti communiste cubain dans les événements qui ont amené le triomphe du mouvement du 26 juillet.

Né dans la province d'Oriente en 1919, le P.C. est mis hors-la-loi par Machado, le premier dictateur cubain mis en place par les U.S.A. Rejeté dans la clandestinité, et dès le stalinisme mis en place en U.R.S.S., il s'engage, converti en agence de la politique extérieure soviétique, dans des aventures du type du P.C. Chinois.

Avec l'avènement de Hitler et les débuts de la politique antifasciste de Staline, 1933 marque aussi l'année de la reconnaissance de l'Union soviétique par les Etats-Unis (président F.D. Roosevelt). L'un des services offerts par Staline à Roosevelt au cours des négociations devant mener à la reconnaissance a été l'aide apportée par l'Union soviétique pour stopper l'agitation révolutionnaire à Cuba, alors en pleine action : les travailleurs s'emparant des usines, et procédant à la formation de Soviets locaux. Outre le silence complet observé par Moscou sur ces événements, la politique de non-intervention de la centrale communiste a ainsi saboté ouvertement les efforts du prolétariat cubain. Dans les années qui précèdent la seconde guerre, et spécialement vers 1938, pour suivre la ligne de Front populaire, le Plenum du Comité central du Parti Communiste cubain décide même « d'adopter envers le colonel Batista une attitude positive puisqu'il a cessé d'être le centre de la réaction et professe maintenant la démocratie » ! A quoi Batista rendit la politesse en légalisant le P.C. cubain. Durant ainsi 6 ans (1938-1944) et jusqu'au déclenchement de la chasse aux sorcières aux U.S.A. et le début de la guerre froide, le P.C. cubain collabora même aux différents gouvernements fantoches de Batista et aux coalitions électorales montées par les Etats-Unis, à Cuba. Il apparaît même que le Parti Communiste cubain utilisa son influence sur les syndicats

pour les empêcher de passer à l'action, ou les faire passer sous contrôle gouvernemental quand cela a été possible. Jamais, en tous cas, les communistes n'ont apporté le moindre soutien au Mouvement du 6 juillet de F. Castro ; tout au contraire, et au temps même où régnait la terreur de Batista, ils l'attaquèrent. Aujourd'hui seul parti à poursuivre officiellement ses activités hors des mouvements gouvernementaux, et sous le nom de parti socialiste populaire (depuis 1944) les communistes en septembre 1960 ont réaffirmé leur soutien aux buts et objectifs de F. Castro, tout en considérant que les mesures déjà prises sans constituer des mesures socialistes y menaient bien !

Amérique, voici ton Algérie !

La fière et majestueuse Amérique — au cours des premières années de ce siècle — a remplacé, dans la domination du monde, la splendide et perfide Albion. Dès la fin du premier conflit mondial, Lénine et Trotsky mettaient en évidence l'emplacement du nouveau bastion de la contre-révolution. Le monstre de la domination capitaliste avait changé de nom, la stratégie prolétarienne restait la même. Au siècle dernier, tout mouvement socialiste ne pouvait avoir quelque chance de succès qu'à condition que la lutte prolétarienne arrivât à abattre la puissance anglaise ; de même, de nos jours, la révolution communiste ne pourra triompher qu'en détruisant celle des Etats-Unis.

L'Angleterre avait intérêt au maintien de l'équilibre européen afin d'éviter les contre-coups que pourraient avoir des mouvements révolutionnaires sur son prolétariat. Elle acheta en fait ce dernier en l'associant — pour une part infime il est vrai — à la perception de surprofits provenant de l'exploitation du monde entier. Pour maintenir la paix sociale en Europe, elle trouvait un allié naturel dans la Russie tsariste qui redoutait deux révolutions, la bourgeoise et la prolétarienne. Ces deux puissances — bien que se concurrençant en Asie et au Moyen-Orient (la fameuse question d'Orient) essayaient toujours de limiter les conséquences de leurs conflits, optant toujours en dernier ressort pour un statu-quo par peur que le déséquilibre produit par la trop grande avancée de l'une ou de l'autre ne favorise l'apparition de l'autre puissance que toutes deux haïssaient et qui les avaient déjà fait trembler : la révolution.

Aujourd'hui donc les Etats-Unis ont remplacé l'Angleterre ; mais eux aussi ont trouvé un allié dans la Russie qui de tsar-

iste est devenue soviétique, dans la Russie parée du masque de la révolution. Leur ennemi commun est le même : la révolution communiste qui a augmenté en puissance depuis un siècle puisqu'elle est « actuelle » pour le monde entier.

Le tsar de toutes les Russies considérait que si Sa Majesté britannique voulait bien s'allier avec lui, aucune puissance ne pourrait mettre en question la politique que tous deux auraient préconisée. De même, aujourd'hui, Krouchtchev considère que le sort du monde dépend de la bonne entente U.R.S.S.-U.S.A. Pour permettre celle-ci, il faut éliminer les autres puissances (France, Angleterre en particulier). C'est pourquoi la fameuse conférence au sommet des 4 grands s'est transformée en réunion à deux. Le jeune capitalisme de l'Est fait alliance avec celui de la République fédérale parvenu à maturité afin de maintenir le statu quo.

La « révolution cubaine » illustre clairement cela ; la même chose se répète dans d'autres zones du monde : le Laos, le Congo, et, d'une manière plus voilée, l'Algérie.

La révolution a été jugulée dans l'aire européenne (Russie comprise) et dans l'Amérique du Nord. L'onde révolutionnaire bourgeoise qui s'était déchaînée en Asie après 1945, pour s'étendre, après 1950, en Afrique, s'amortit et meurt parce qu'elle a rempli son rôle : l'instauration d'Etats nationaux. Maintenant un autre protagoniste apparaît dans ces deux dernières aires : le prolétariat et avec lui la révolution communiste. En conséquence, à l'heure actuelle, toute secousse dans le sous-sol économique peut provoquer l'action autonome du prolétariat dans l'une quelconque de ces aires, et, aussi, dans les vieilles métropoles capitalistes ; en conséquence, pour maintenir le globe dans les limites de la paix sociale — afin que le capital puisse se reproduire librement, que s'accroisse la production de marchandises et qu'ainsi prospère le commerce — la nouvelle Sainte-Alliance (réalisée à Vienne comme son aïeule d'il y a plus de 100 ans) entre la vierge russe et le maquereau américain, est nécessaire pour faire face à la révolution.

Mais il est des zones de la planète où la révolution est à demeure ; ainsi l'Amérique centrale et latine. Les Etats-Unis arriveront-ils à canaliser avec l'aide de leur allié soviétique le développement de ce continent et à maîtriser le prolétariat ? Les événements de Cuba prouvent que cela est difficile. Tout ce continent joue en fait vis-

à-vis des Etats-Unis le rôle de l'Algérie vis-à-vis de la France. C'est surtout là que les capitalistes américains retirent leurs profits énormes avec une partie desquels ils peuvent « acheter » la classe ouvrière de leur pays. Ces pays constituent l'assiette de leur hégémonie mondiale.

La paix sociale est-elle éternelle aux Etats-Unis comme voudraient nous le faire croire les théoriciens du Welfare, du capitalisme populaire, du marginalisme, etc. ? Pas plus que pour le capitalisme, il ne saurait y avoir d'éternité. La secousse qui « réveillera le prolétariat américain poura très bien venir d'Amérique latine. En effet la remise en question du pouvoir du capital financier ne pourra pas se faire sans graves répercussions aux U.S.A. Les champions de l'anticolonialisme classique seront bien obligés de reconnaître que la limite de leur puissance est inscrite là-bas, que les données de leur chute s'y préparent, parce que la révolution tôt ou tard leur sera reportée en échange de l'exploitation féroce qu'ils auront accompli. La fière Amérique devra à son tour admettre que chez elle aussi se pose un problème social et par là-même elle

proclamera son échec: l'impossibilité d'embourgeoiser le prolétariat, de lui assurer une sécurité fusse au prix de l'exploitation du reste du monde.

A Cuba — comme dans les autres pays de l'Amérique latine et comme dans l'Algérie de demain —, le prolétariat indigène dominera la scène politique. Encore une fois, la bourgeoisie, cet apprenti-sorcier ne réussira point à contenir les forces que, volontairement ou non, elle aura déchainées. Le Mythe du « socialisme » de Cuba — socialisme concédé par le haut et compatible avec la propriété privée, la production mercantile et le salaire — socialisme qui n'est qu'un déguisement bouffon du capitalisme qui ne peut se survivre qu'en niant son existence — s'évanouira. Est-ce tout ? Non, nous l'avons dit, cela aura pour contre-coup de provoquer la séparation de la classe ouvrière américaine de sa bourgeoisie et alors pourra se poser le problème du lien entre le prolétariat du nord et celui du sud pour préparer l'assaut à la citadelle du capitalisme mondial. Orgueilleuse et puissante Amérique, ton heure aura sonné !

"Programme Communiste" est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.

Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.

Kiosque place du Théâtre Français.

Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.

Librairie Rivière, 31, rue Jacob.

Presses Universitaires de France.

Librairie du XX^e Siècle.

Librairie Montchrétien, 158, rue Saint-Jacques.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

Directeur-Gérant :

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : PROGRAMME COMMUNISTE, Boîte Postale N° 375, Marseille-Colbert. C.C.P. 2202-22 Marseille.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 12. — Une femme de ménage, 5 ; un retraité P.T.T., 10 ; pour offrir Salaire, Prix et Profit de Maroc aux "ignorants" et "falsificateurs" qui ont rédigé le rapport d'orientation du XXXIII^e Congrès de la C.G.T., 10,50 ; pour botter les fesses aux membres du bureau C.G.T. et autres qui lors de la farce d'Alger demandèrent des armes pour les ouvriers, pour voler "au secours" du gouvernement gaulliste en difficulté, 10.

Total liste N° 12	35,50 NF
Total des listes précédentes	3.838,00 NF
Total souscription permanente	3.873,50 NF

Sommaire du N° précédent :

(N° 15 - Avril - Juin 1961)

Retour à la légalité, victoire du Capital

Mouvements revendicatifs et socialisme

Le marxisme contre l'utopie

L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours*

Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien

Notes d'actualité :

Regards en arrière sur les grèves de Belgique

**Envoi franco des quinze numéros parus jusqu'ici contre
paiement en mandat-poste de la somme de 30 NF à verser à
F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

A paraître aux prochains N° :

L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours

Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste

La succession historique des formes de production

et le programme de la société communiste

Les thèses de Rome de la Gauche Italienne

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF
de soutien : 20 NF**

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ? **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT. LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES !"

DIRECTEUR-GÉRANT
F. G A M B I N I

adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert
— Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille —